

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNEE - N° 231
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 6 au 19 nov. 76

Contre le front uni bourgeoisie-opportunisme :

FRONT DE CLASSE PROLETARIEN !

La crise économique a brutalement révélé les formidables problèmes que devait nécessairement faire naître un cycle d'accumulation effrénée de trente ans, et, ces problèmes, la reprise ne peut les régler : les forces productives entrent de nouveau en collision avec les rapports de production. Les rapports de production — et avant tout la bourgeoisie et leurs Etats — ne peuvent se maintenir qu'en tentant de discipliner les forces productives devenues trop abondantes et avant tout le prolétariat.

Partout la « relance » s'accompagne de la modification du rapport profit-salaire afin de permettre la reprise des investissements. Partout la classe ouvrière est appelée à se serrer la ceinture et à produire plus et mieux. Partout : en Angleterre comme en Italie, en Pologne comme en Argentine, en France comme en Afrique du Sud. Partout la concurrence exacerbée accélère l'accomplissement des lois permanentes du capital, les concentrations et les restructurations sauvages qui jettent sur le pavé des millions de prolétaires alors même que la production augmente et que ceux qui travaillent peinent davantage.

Sur l'arène internationale où le conflit est encore plus âpre, car chacun cherche à y vendre plus et à y acheter moins, les querelles des primes à l'exportation, les escarmouches tarifaires et les batailles des contingents succèdent aux guerres monétaires. La ruée sur les débouchés, la chasse aux matières premières engendrent à leur tour une concurrence avivée pour la recherche de zones d'influences, de situations stratégiques, et la concurrence militaire qui accélère la course aux armements.

Quel est le résultat de tous ces phénomènes propres au capitalisme ? Une pression économique accrue sur le prolétariat des pays « avancés » et sur les masses exploitées des pays arriérés.

Cette pression économique pousse nécessairement — même si c'est avec un grand retard — la classe ouvrière à la résistance. Les temps sont en effet finis où l'on pouvait mieux vivre même au prix d'une exploitation plus grande et où les grands capitalistes pouvaient distribuer largement les miettes des festins impérialistes. De plus en plus, la classe ouvrière sera contrainte à la lutte en même temps que les masses urbaines et rurales des pays dominés seront encore plus poussées à la révolte.

C'est pourquoi la pression

économique du capital s'accompagne d'un formidable accroissement de la pression politique de l'impérialisme. Cette pression, qui n'attend même pas les luttes ouvrières pour se manifester, se traduit par le renforcement permanent des Etats, de leurs polices, de leurs armées, de leurs bureaucraties, de leurs justices ; par l'élimination juridique des obstacles à l'utilisation unifiée et rapide de la machine de guerre antiproletarienne de l'Etat — qui doit ainsi perdre son masque libéral — et par l'internationalisation des forces de répression.

Dans les pays du Tiers-monde où les prolétaires, les semi-prolétaires et les masses de paysans pauvres prennent d'instinct le chemin de la lutte ouverte et armée contre l'impérialisme, en menaçant de briser toutes les tentatives d'équilibres entre les forces bourgeoises — concurrentes et ennemies en affaires mais complices en conservation sociale —, la civilisation bourgeoise démontre avec quel acharnement sanglant elle défend ses intérêts, aujourd'hui en Amérique latine comme au Moyen-Orient ou en Afrique australe.

Dans les grands Etats capitalistes qui peuvent se payer le luxe de la démocratie en entretenant de vastes partis réformistes, cette pression économique et politique s'exerce avec la bénédiction des opportunistes social-démocrates et néostalinien, au gouvernement comme dans l'opposition : en Angleterre et en Allemagne, les sociaux-démocrates bloquent les salaires ; en Italie, le PC fait passer le plan Andreotti au parlement par son abstention. En France, les partis de gauche parlent fort contre le plan Barre et l'austérité aujourd'hui, mais ils ne font rien pour organiser la lutte ; bien au contraire, ils permettent à l'Etat de se blinder toujours davantage et se chargent de chercher le consensus du prolétariat à cette oppression toujours plus grande sous prétexte de lutte contre le bandi-

DANS CE NUMERO

- Argentine : une sonnette d'alarme.
- Le cours de l'impérialisme mondial (Réunion générale du Parti (2)).
- La réforme syndicale en Espagne.
- L'OC-R et l'OC-GOP à contresens des exigences de la lutte prolétarienne.
- Les pompiers internationaux à l'œuvre en Rhodésie.
- Dans les cinq continents (Etats-Unis-URSS-Algérie).
- Contre le travail de nuit.
- La situation dans la métallurgie : anarchique et explosive.
- La chasse aux gauchistes dans les syndicats.
- Notes syndicales (PTT, Renault, Enseignement, casernes).
- Interventions du Parti (Italie, Suisse).

tisme et de défense nationale.

Mais ceci serait impossible sans la marche unitaire, au pas cadencé, des organisations syndicales qui encadrent les masses ouvrières. Ainsi les bu-

(suite page 5)

La véritable solidarité avec le Liban et l'Afrique du Sud

Le tract suivant est diffusé par les sections du Parti, notamment pour appeler aux réunions publiques prévues en solidarité avec les luttes qui affrontent l'ordre impérialiste au Moyen-Orient et en Afrique australe :

Les masses exploitées du Liban et de Palestine subissent aujourd'hui les coups conjugués de la plus compacte des alliances contre-révolutionnaires rassemblées autour du gendarme en chef, l'Amérique (flanquée de la France protectrice de la « droite chrétienne ») : elles doivent faire face à l'Etat « pied-noir » d'Israël et ont vu tour à tour tous les Etats « frères » se transformer en gendarmes et en bouchers. Elles ne peuvent compter ni sur les Etats soi-disant « socialistes », qui ont donné successivement leur bénédiction à tous ces gendarmes, ni sur les dirigeants démocratiques qui ne savent que faire miroiter des accords qui se révèlent comme autant de répit pour l'adversaire et de pièges pour les fedayin et les masses opprimées.

Et ce sont les mêmes forces qui aujourd'hui se mettent en place dans l'Afrique australe secouée par la formidable révolte noire contre le régime sud-africain armé jusqu'aux dents, par la France notamment. Peut-on attendre de ces forces autre chose que ce qu'elles ont fait au Moyen-Orient ?

Non. Une seule force est capable d'apporter une aide véritable aux luttes anti-impérialistes. C'est celle qui a besoin d'affaiblir l'impérialisme qui cimente tous les adversaires de ces luttes : c'est le prolétariat des grandes métropoles capitalistes dont l'absence dramatique sur le front de la lutte directe contre l'impérialisme a laissé depuis des décennies les luttes révolutionnaires des pays asservis dans un isolement dont la tragédie libanaise est la dernière conséquence en date.

PROLETAIRES, CAMARADES !

La perspective de Marx et de Lénine était de souder l'une à l'autre la lutte prolétarienne dans les métropoles et la lutte des ouvriers et des paysans pauvres dans les colonies et les semi-colonies : cette alliance devait briser l'impérialisme en son cœur en ouvrant la voie au communisme dans les pays économiquement avancés, et permettre dans les pays économiquement arriérés de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'assurer sa transcendance en révolution prolétarienne.

L'Internationale de Lénine a été vaincue par la contre-révolution. Mais, dans sa défaite, la perspective qu'elle a défendue s'est encore confirmée : le stalinisme n'a pas en effet seulement enchaîné dans les métropoles le prolétariat au char de l'économie nationale et de l'Etat en entraînant dans les disputes sanglantes entre rapaces impérialistes dans la seconde guerre mondiale et en repoussant pour des décennies tout espoir de reprise prolétarienne. Il n'a pas seulement brisé le lien entre les deux mouvements : quand, il ne s'est pas, comme en France, fait le complice direct au gouvernement de la répression des luttes anticoloniales, il a contribué partout à subordonner le mouvement radical des ouvriers et des paysans pauvres au mouvement démocratique bourgeois, et même parfois à des mouvements plus modérés encore ! Or ces derniers veulent limiter la lutte à la revendication de l'indépendance politique et sont d'autant plus prêts à des compromis avec l'impérialisme et les vieilles classes et castes que la menace d'un mouvement radical des masses exploitées contre toute espèce d'exploitation se fait davantage sentir.

(suite page 6)

Argentine : une sonnette d'alarme

La militarisation croissante de la vie politique et sociale, la répression de l'avant-garde et des masses ouvrières, la violence qui s'abat sur les guérilleros (ERP et Montoneros), la semi-colonisation accélérée du pays, se situent dans le prolongement de la situation d'avant le 24 mars, jour du coup d'Etat militaire. Etant devenus des facteurs centrifuges par rapport aux objectifs de défense de l'ordre établi, la démocratie bourgeoise, le péronisme et les bureaucraties syndicales en crise (à cause de leur incapacité à continuer à obtenir le « consensus » et la paix sociale) furent alors limogés par l'armée (cf. Le Prolétaire n° 212 et 218).

Les derniers mois de la « démocratie musclée » ont été marqués par une profonde récession économique (1) et une inflation officielle de l'ordre de 400 %, une agitation ouvrière accrue et le déchaînement de la répression para-étatique syndicalo-militaire (celle-ci frappait même des secteurs de la petite-bourgeoisie « non subversive », en essayant de la neutraliser, dans une situation qui entraînait sa prolétarianisation accélérée).

Le coup d'Etat, annoncé à grand renfort de publicité, a eu lieu à un moment où ne peut plus favorable pour les militaires. La petite-bourgeoisie criait à l'Ordre. Son aile la plus réactionnaire réclamait un bain de sang pour liquider « une fois

pour toutes » la lutte ouvrière et la guérilla. Devant l'insécurité économique et politique, les franges de la petite-bourgeoisie qui avaient sympathisé autrefois avec les mouvements des masses, et qui avaient été entraînés par le péronisme et autres partis « progressistes », ont regardé venir d'un bon œil le « golpe », le considérant comme un « moindre mal », comme l'instauration d'un ordre qui, selon ses illusions stupides et réactionnaires, lui aurait garanti un répit économique et politique, « grâce » à l'« aide » internationale sous forme de crédits, et grâce à la répression, sélective cette fois, des ouvriers combattifs et des guérilleros. La démocratie elle-même (dont le PCA) accueillit le

pinochetazo avec un préjugé favorable. Cette véritable vague sociale entraîna à sa suite certaines couches salariées proches du prolétariat, dont des employés.

Le prolétariat n'a pas opposé de résistance au coup d'Etat militaire. Cela s'explique par un manque de préparation et de centralisation politique, et par l'absence d'organisations de masses qui auraient pu devenir les points d'appui d'un front prolétarien de défense. Tout ceci doit être mis au passif accablant des différentes tendances « ouvrières » et populistes, qui n'ont pas préparé le prolétariat à résister et à combattre avec ses propres forces, et sur son propre terrain.

(suite page 3)

La réforme syndicale en Espagne

Un des problèmes cruciaux du passage du franquisme à la démocratie est la réforme de la structure corporative et verticale du syndicat franquiste en vue de créer une nouvelle organisation, plus apte à répondre aux besoins d'encadrement d'un mouvement ouvrier que la crise tendent à radicaliser toujours davantage.

La bourgeoisie espagnole est, comme on sait, dûment conseillée par ses voisins du continent et d'outre-Manche (mais aussi, bien sûr, par le bon Dieu par l'intermédiaire de son Eglise et même de son infallible représentant pontifical) ; et elle a compris que, dans la nouvelle phase qui s'ouvre à l'échelle mondiale mais surtout européenne, la meilleure façon de maintenir la stabilité sociale et la marche de l'appareil productif dans des limites raisonnables est d'obtenir l'autodiscipline de la classe ouvrière, la subordination volontaire de ses revendications aux sacro-saints intérêts nationaux. En bref, il s'agit d'obtenir à travers un profond consensus démocratique l'acceptation de ce qu'en d'autres circonstances le fascisme a dû imposer par la force.

Or cela suppose des « partenaires ouvriers » responsables et ayant une emprise réelle sur le mouvement ouvrier. Ces partenaires, la bourgeoisie les a déjà depuis longtemps dans la personne des opportunistes « socialiste » et « communiste », qui se sont distingués dans les années 30, comme dans la période d'illégalité qui s'en est suivie, dans l'infâme besogne de maintenir par la paralysie et le sabotage systématique, sinon par la répression sanglante, le mouvement ouvrier dans le cadre de l'ordre bourgeois, démocratique ou fasciste.

Mais l'opportunisme ne peut jouer à fond ce rôle de pompier social que s'il dispose d'organisations de masse assez larges pour cerner les grandes masses ouvrières, et qui soient considérées aussi bien par ces dernières que par le patronat et l'Etat comme les représentantes attirées des travailleurs. Aussi la bourgeoisie espagnole, avec l'aide de ses hommes de main au sein du mouvement ouvrier, prépare-t-elle soigneusement la réapparition de ce qu'elle a le culot d'appeler un « syndicalisme de classe », moyennant la transmission des fonctions de l'Organisation Syndicale franquiste aux syndicats jusqu'à présent illégaux.

En réalité, cette transmission ne ferait qu'entériner un état de fait : l'Organización Sindical ne survit que grâce aux syndicats illégaux, avant tout à la direction stalinienne des Comisiones Obreras qui, sous le prétexte hypocrite de rentrer dans l'OS « pour la faire sauter de l'intérieur », lui a permis de tenir tant bien que mal debout au moment même où elle s'écroulait toute seule ! Il est en effet connu que les Camacho et Cie ont été en contact avec l'appareil syndical franquiste dès la naissance des C.O. Mais il n'ont pas été les seuls.

D'ailleurs la réforme originalement envisagée sous le cabinet Arias Navarro tendait à donner, pour ainsi dire, une figure légale à cette situation de fait. C'est ainsi que le secrétaire général de l'OS lui-même, en affirmant cyniquement que « les syndicats doivent être aux travailleurs », définissait la formule de la réforme syndicale comme « pluralisme associatif à la base recueillant les différents courants qui se manifestent au sein du mouvement ouvrier, et unité d'action résultant d'un pacte au niveau des Unions et de la Centrale des Travailleurs » (interview à Cambio 16 du 22-3-76). En d'autres termes, les syndicats illégaux seraient reconnus — officiellement ou non, selon les différentes tendances au sein de la bourgeoisie et de l'appareil syndical — comme les structures de base de la pyramide syndicale, dont le sommet serait constitué par la bureaucratie de l'OS qui aurait pour rôle d'encadrer l'action de ceux-ci.

Si l'opportunisme (et même certains secteurs plus « éclairés » de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat) a repoussé cette réforme, ce n'est pas parce qu'il n'accepte pas de collaborer avec l'OS — il le fait déjà et depuis toujours —, mais parce que ce n'était pas la meilleure façon de s'y prendre, et cela pour deux raisons principales.

D'une part, pour qu'il puisse canaliser et amortir les poussées prolétariennes, il faut que l'opportunisme syndical ait une bonne liberté de manœuvre, ce qui suppose des syndicats ayant une certaine autonomie formelle, fonctionnelle, vis-à-vis de l'appareil d'Etat.

(suite page 8)

Chronique de la France éternelle

Ainsi, c'est lâché : Marchais s'est prononcé officiellement « pour une quatrième composante — gaulliste — de l'union de la gauche ». Et pourquoi des gaullistes ne seraient-ils pas attirés par la gauche ? Comme l'explique Léo Hamon, ancien ministre, il y a « la grande migration collective qui porte une partie importante de l'électorat de la majorité vers la gauche ». Et surtout : « le souci de l'ordre et de l'Etat ne peut se séparer de la réalisation de réformes fondamentales qui sont impossibles, sans l'appui des forces populaires organisées ». Enfin, bien entendu « dès lors que le souci même de la cohésion nationale interdisait de les exclure, on ne peut refuser délibérément à l'avance le concours des communistes, leur capacité de discipline » (L'Humanité du 11-11). Il va sans dire...

*

Le débat de l'Assemblée Nationale sur le budget de la défense et des forces armées a mis en lumière que toutes les forces politiques envisagent sérieusement la possibilité d'une guerre pour la prochaine décennie et la nécessité de s'y préparer. Comme il fallait s'y attendre, les partis « ouvriers » sont de la partie : loin de se servir du débat — comme on s'en douterait — pour préparer le prolétariat à ses tâches internationalistes et pour lui rappeler son devoir de défaitisme dans la guerre impérialiste, ils ont paisiblement discuté de la manière de préparer... l'armée bourgeoise.

Envoyée même la poudre aux yeux pacifiste qu'était dans le Programme commun la contestation de la force de frappe : « On ne peut défendre la France avec des lance-pierres ! » a courageusement lancé le candidat « communiste » Ellenstein dans une réunion politique, avant d'ajouter qu'« une défense autonome ne peut se concevoir sans armement nucléaire » (Le Figaro du 8-11). La grande objection est qu'elle ne doit pas être pointée seulement contre l'URSS, mais être « tous azimuts ». Voire. Le même distingué Ellenstein n'est-il pas allé justifier cette force de frappe, trois jours plus tard, à la Mutualité, par le besoin d'éviter à la France ce qui est arrivé en 68 à la Tchécoslovaquie ? Enfoncés, Berlinguer et Napolitano !

Quant au PS, il « fonde [son] projet de défense... sur l'existence, sur le maintien, sur le développement » de l'armement nucléaire ; il « fonde » car, naturellement, il n'oublie pas l'armement classique. C'est ainsi que Chevènement, le représentant de cette gauche du PS qui attire les soupirs de nos révolutionnaires du PSU et de la LCR, reproche au budget d'être trop chiche, et ce en dépit de la ralonge surprise de 1,3 milliard de crédits. Qu'on en juge : « un homme disposera par an de trois grenades offensives s'il est fantassin, d'une seule [hélas !] s'il est artilleur, d'une demi s'il est du génie, et il disposera d'un quart à un dixième de grenade défensive selon les armes ». Pauvre patrie ! Ces gens-là sont mûrs pour le gouvernement...

L'OC-R et l'OC-GOP à contresens des exigences de la lutte prolétarienne

Dans l'ivresse de la marche vers la fusion, l'OC-Révolution et l'OC-GOP doivent se démarquer des autres forces politiques de l'« extrême gauche » et n'hésitent pas à critiquer le suivisme de la LCR et du PSU par rapport aux partis réformistes.

C'est ainsi que pour ces organisations, il n'est « pas question d'attendre passivement un quelconque 78 où l'union de la gauche venant au pouvoir se démasquerait clairement aux yeux des masses, qui se tourneraient alors d'elles-mêmes vers les révolutionnaires. C'est dès maintenant que nous devons agir pour que l'attitude de l'union de la gauche, ses concessions, ses reculs, ses compromis pourris, avant et après les élections, ne soit pas un facteur d'affaiblissement et de démoralisation des travailleurs ; c'est dès maintenant que nous devons agir pour que les travailleurs rejettent les illusions électoralistes et réformistes et prennent conscience de la nécessité de la révolution socialiste » (Révolution ! - L'outil du 4-11). Le même article précise ensuite : « toute l'activité des révolutionnaires contre la bourgeoisie et son Etat, est et doit être dès maintenant, dans le même mouvement, un combat contre l'orientation réformiste. Un combat qui passe à la fois par la critique claire du réformisme, et par notre capacité à avancer des perspectives concrètes d'action qui fassent avancer l'unité anticapitaliste des travailleurs ».

Or, quelle est la « perspective concrète d'action » centrale qu'offrent ces organisations ? C'est le « développement d'une contre-offensive ouvrière et populaire généralisée » contre le plan Barre visant « le départ immédiat de Giscard et de son état-major réactionnaire ». Ce mot d'ordre serait « précieux » et « indispensable » selon Révolution ! (n° 152 du 15-10) « parce [qu'il] correspond à une aspiration profonde et juste des masses populaires ;

« — parce [qu'il] met clairement en évidence la nécessité de la généralisation et de l'unification des luttes face à un ennemi dont l'action est centralisée au sommet de l'appareil d'Etat ;

« — parce [qu'il] matérialise un aspect d'une orientation révolutionnaire alternative à la politique de collaboration de classe des réformistes ;

« — enfin parce que cette cible permet de faire le lien entre les luttes revendicatives et partielles des travailleurs et le combat historique du prolétariat pour le socialisme, pour son propre pouvoir ».

On est assez stupéfait en voyant tout ce que Révolution ! arrive à mettre derrière son « dehors Giscard » : elle y met en tout cas des mots qui sonnent de façon diablement révolutionnaire. Mais il ne faudrait pas oublier quand même qu'il n'est pas du tout exclu que demain l'opportunisme puisse aussi prendre à son compte un tel mot d'ordre ; et le fait qu'il attende 1978 pour y réfléchir ne confère nullement à ce mot d'ordre un sens « alternatif révolutionnaire ».

Il est sans doute vrai que la Révolution exige « une aspiration profonde » des masses ouvrières — et même « populaires » si l'on veut — à foutre dehors le gouvernement en place. Mais c'est faire litière des principes que de mesurer un « mot d'ordre » à l'aune de ces « aspirations profondes ». Cette aspiration peut bien être utilisée pour un renouvellement du personnel gouvernemental qui laisse tout en place et renforce même l'Etat si elle ne se transforme pas en une détermination qui entre en conflit ouvert avec la machine bureaucratique, juridique, policière et militaire de l'Etat.

Parler de « lien entre les luttes revendicatives et partielles des travailleurs et le combat historique du prolétariat pour le socialisme » quand on braque les regards du prolétariat sur Giscard, c'est se payer de mots : bien sûr la Révolution devra ba-

lancer le président de la République, mais elle devra faire bien plus : briser toutes les institutions. C'est de cette exigence qu'il faut parler aux prolétaires. Assurément il est plus « populaire » de taper sur Giscard car on peut ainsi caresser les préjugés réformistes dans le sens du poil. Même là c'est un peu facile : il se peut que ce soit de Giscard que la Révolution se débarrasse, il se peut aussi que ce soit d'un autre ; il se peut que ce soit d'un Mitterrand : il y a toute une gamme de possibilités.

La question n'est pas là. Elle n'est pas de trouver le « mot d'ordre » plus facile pour faire comprendre une perspective que par ailleurs on dénature complètement en croyant la rendre plus « accessible ». Ce ne sont pas les mots d'ordre qui manquent et qui, formellement, mettent « clairement en évidence la nécessité de la généralisation et de l'unification des luttes face à un ennemi dont l'action est centralisée au sommet de l'appareil de l'Etat » : ils peuvent aller de la revendication des 35 h hebdomadaires à celle de la... dictature du prolétariat. L'important est de savoir avec quelles forces et sur quel terrain doit être avancée une « alternative à la politique de collaboration de classe des réformistes » et si on travaille réellement à déblayer ce terrain et à forger cette force qui pourra, elle, donner des « cibles politiques immédiates » non illusoire.

Or le terrain de la Révolution est celui de la lutte directe et frontale contre l'Etat capitaliste. Qu'on ne puisse pas s'y porter aujourd'hui est bien sûr bien désagréable pour des révolutionnaires, mais on ne supplée pas à cette carence des conditions objectives et subjectives par des « mots d'ordre », aussi « révolutionnaires » soient-ils. Quant aux forces, ce sont celles de la classe prolétarienne. Or il n'est nullement défaitiste de dire que le problème aujourd'hui n'est pas de faire que cette force se déplace sur le terrain de la lutte générale et révolutionnaire contre le capitalisme et son Etat, mais de constituer les « conditions subjectives élémentaires » de ce déplacement.

La première condition est la reconstitution du Parti révolutionnaire, qui suppose à son tour deux conditions. D'abord une théorie et un programme sûrs, des principes clairs, une stratégie et une gamme d'orientations tactiques fermement établies en liaison avec les principes et tirant le bilan de toute l'expérience historique et internationale du mouvement prolétarien. Et nous devons dire que de ce point de vue nous ne faisons absolument aucune confiance aux OC-R et OC-GOP pour préparer cette condition indépendamment même de ce qui nous sépare programmatiquement, car elles attendent la renaissance du parti — qui plus est, dans le strict cadre national — d'une aggrégation de forces dispersées à laquelle la dynamique même du mouvement social et l'union devraient permettre de résoudre tous les problèmes de la révolution. Il faut ensuite reconstruire l'organisation ferme, solide, centralisée capable de diriger la lutte révolutionnaire, en ralliant autour du parti les ouvriers d'avant-garde non seulement par la propagande mais aussi par la participation aux luttes sociales.

La deuxième condition est la constitution d'un terrain authentiquement classiste — aujourd'hui détruit par la contre-révolution —, un terrain où puisse se porter la lutte ouvrière, en toute indépendance par rapport aux institutions de l'Etat bourgeois et aux forces démocratiques, un terrain où non seulement la classe puisse se défendre et prendre conscience de sa force

mais où le parti puisse étendre son influence sur la classe et se fortifier dans la lutte.

C'est sur ce terrain qu'aujourd'hui le prolétariat peut reconstruire sa force de classe, qu'il peut en luttant pour ses exigences économiques et politiques partielles, faire ses muscles et ses poumons pour passer dès que possible à un plan plus général — qui n'abandonnera pas le premier mais le tirera et le transformera en vaste réserve de la lutte révolutionnaire. Or, pour renaître et pour reconnaître son terrain spécifique et prendre conscience de ses capacités, la force de classe doit aujourd'hui se dégager de l'ambiance générale démocratique et réformiste où l'opportunisme ne donne d'autre perspective et possibilité que la « lutte » parlementaire, même combinée avec la « pression des masses » ! C'est pourquoi toute indication donnée aux prolétaires est absolument inefficace si elle n'avance pas les exigences réelles de la lutte en montrant réellement sur quel terrain et avec quelles forces elles peuvent être satisfaites.

Ceci dit, que signifie par exemple le « dehors Giscard » des OC-R et GOP par rapport à cette exigence ? Il est parfaitement clair, parce qu'elles sont absolument muettes sur tous les points que nous avons soulevés, et faute d'un fort mouvement prolétarien indépendant, l'ouvrier qui cherche à comprendre cette perspective ne songera qu'à une seule « force » pour la réaliser : le mouvement encadré par l'opportunisme et la gauche bourgeoise. Ce n'est pas insinuation malveillante de notre part de dire que les OC-R et GOP marient la force de classe et l'opportunisme en jetant la plus extrême confusion dans les exigences de la lutte. Voici ce qu'on peut lire dans L'outil - Révolution ! de juillet-août 76 :

« Un succès électoral de l'union de la gauche équivaldrait à une défaite du quartier général actuel de la bourgeoisie. Ce serait principalement une victoire du mouvement ouvrier et populaire parce que ce serait une défaite du régime en place ».

On comprend mieux maintenant tous les « oublis » commis par ces organisations dans les raisons données plus haut pour justifier le « dehors Giscard ». Le point délicat dans la propagande de ces organisations est de valoriser la gauche tout en dénégant son réformisme. Entreprendre difficile ! On essaie de s'en tirer par cette platitude spontanée et au fond graduelle et réformiste : le réformisme ne peut certes pas faire la révolution mais, sous la pression des masses, il pourrait être utile à la révolution. Or rien n'est plus faux : s'il est vrai que le passage à un gouvernement de gauche peut exprimer une poussée prolétarienne, le but de ce gouvernement ne serait pas d'utiliser cette poussée comme levier de la lutte ouvrière mais de la contrôler pour la maintenir sur le terrain de la collaboration avec l'Etat et en n'hésitant pas, s'il le fallait, à réprimer les minorités rebelles. C'est la raison pour laquelle une telle expérience ne peut être profitable que si l'avant-garde ouvrière est préalablement éduquée dans un esprit anti-réformiste, dans l'idée qu'elle doit tout attendre de sa lutte et rien d'un gouvernement de gauche, dans l'idée que la lutte qu'elle mène aujourd'hui contre la droite devra se continuer demain contre la gauche. C'est seulement à cette condition qu'elle se raffermira devant les inévitables « trahisons » des réformistes et qu'elle pourra entraîner derrière elle des couches plus vastes de prolétaires.

(suite page 4)

Argentine : une sonnette d'alarme

(suite de la page 1)

Lors de leur passage à l'opposition, et jusqu'à la dernière minute, les *Montoneros* ont cherché une issue sur le terrain électoral, une issue à imposer par la violence qui aurait amené le retour du *camporismo* (2) au gouvernement. Il ne s'agissait pas, et il ne s'agit pas davantage aujourd'hui, de lutter pour la destruction de l'Etat et de ses forces armées, mais de les contraindre à un compromis « progressiste ». Le PCA, lui, était (et est toujours) partisan d'une alliance étroite avec les militaires. Les maoïstes ont appuyé à fond la clique gouvernementale du péronisme. Les para-trotskystes du PST, de leur côté, qui ne juraient que par la « légalité », ont condamné la violence, de droite comme de gauche, tandis que les lambertistes de *Politica Obrera* ont réclamé... des élections, après avoir revendiqué pendant des années un gouvernement de la bureaucratie syndicale péroniste.

Malheureusement, la seule force d'opposition, le PRT-ERP, tout en montrant le besoin d'une lutte sans concessions contre le régime péroniste et militaire, n'a pas cherché la voie de la révolution en approfondissant les frontières entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie radicale, d'une part, et le réformisme et la démocratie bourgeoise, d'autre part, mais — à cause de ses principes interclassistes et frontistes — il a sombré dans une orientation qui cherchait l'union organique des forces révolutionnaires et celles des *Montoneros*, du PCA et autres réformistes bourgeois démocratiques, stérilisant ainsi toute véritable préparation.

Par ailleurs, l'absence d'organisations de masses centralisées, ou tout au moins d'une coordination unitaire des organisations ouvrières de base, après sept années de luttes formidables, est en elle-même un bilan de faillite de la politique syndicale, au sens large, de toutes ces organisations. A la puissante centralisation bourgeoise, le prolétariat n'aurait pu opposer — dans le meilleur des cas — que des détachements éparpillés.

Cette situation a rendu possible l'isolement de l'avant-garde ouvrière, dans les usines et les quartiers, sa répression féroce et sa désorganisation généralisée. C'est par centaines que les militants ont été emprisonnés. Les exécutions sommaires ont été et sont encore monnaie courante. La terreur exercée sur les masses est permanente.

L'offensive contre les conditions de vie et de travail des larges masses ouvrières s'accroît encore davantage. D'après les estimations officielles, l'indice du salaire réel d'un ouvrier non qualifié, qui était de 110 en décembre 1975, est tombé aux environs de 58 en septembre 1976. Pendant que le chômage se généralisait, le temps de travail s'allongeait de deux heures par jour, sans augmentation de salaire.

presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 20 (6 novembre 1976) de

il programma comunista

- Trovato finalmente il colpevole : è l'operaio !
- Riesplodano con maggior vigore le lotte spontanee soffocate dai sindacati.
- Il mito degli investimenti per riassorbire la disoccupazione.
- L'arduo, tortuoso decollo del capitalismo in Cina.
- Un grande capitalismo nascente si nutre di rituali barbarici.
- Fiammate spontanee di lotta di classe e nostri interventi.
- Un'altra perla : il contratto dei lavoratori del commercio.
- Ferroviari : la difficile opera di orientamento nella categoria divisa dall'opportunismo.
- Ospedalieri in lotta.

Parallèlement la répression a frappé les guérilleros avec une sauvagerie sans nom : on n'a pas hésité à emprisonner, à torturer et même à exécuter leurs parents et même leurs enfants jusqu'aux nourrissons. Tout détenu qui a eu quelque rapport que ce soit avec l'ERP ou les *Montoneros* est torturé ou exécuté. L'ERP semble complètement désorganisé, et les *Montoneros* sont durement touchés.

Pour paralyser la petite-bourgeoisie qui continue à être prolétarisée par pans entiers (l'inflation est toujours aussi forte — elle a atteint 64 % entre avril et septembre 1976 — et la crise se prolonge — le PIB a diminué de 8 % au deuxième semestre 1976), le régime militaire accentue la terreur qu'elle subissait déjà : les perquisitions systématiques dans les quartiers se multiplient, ainsi que les contrôles d'identité, les prises d'otages, les dénonciations « spontanées », les détentions « arbitraires », etc. Comme complément à cette politique, le pouvoir a frappé certains anciens défenseurs de prisonniers politiques. Et alors que la bourgeoisie proclamait hier que la démocratie était le moyen d'arriver à une « coexistence pacifique » entre les classes, elle fait aujourd'hui une apologie ouverte de la Terreur blanche comme moyen d'assurer une démocratie stable et la paix sociale.

Malgré une tentative héroïque de grève dans le secteur de l'automobile, qui dura une semaine au mois de septembre, et qui se termina par l'emprisonnement de dizaines d'ouvriers, et une autre dans deux centrales électriques près de Buenos Aires, qui vient de finir après trois semaines de luttes et de répression, et dont la presse internationale n'a presque pas parlé (n'est-ce pas parce qu'elle se rattache à la lutte de classe, et non à la violation des Droits de l'Homme et du Citoyen ?), la situation actuelle exclut tout optimisme à court et à moyen terme. Les forces des classes dominantes offrent aujourd'hui un front pratiquement sans faille. Derrière l'armée et le patronat, l'Eglise appelle à un bain de sang, dit de « purification nationale », tandis que la démocratie, le péronisme, et même le PCA, gardent toujours la même attitude de « compréhension » et de collaboration passive à l'égard du régime.

Ricardo Balbín, le chef de l'UCR (Union Civica Radical), représentant par excellence de la démocratie bourgeoise, vient de déclarer que « le pays veut servir avec loyauté et sans impatience » les autorités actuelles (*La Nación*, 15-9-76).

La bureaucratie syndicale péroniste, dont certains syndicats ont été mis sous contrôle militaire, a publié une déclaration où « elle prône le besoin d'établir des contacts avec tous les secteurs du pays, comme les forces armées, les forces politiques, patronales, l'Eglise et la jeunesse, POUR OBTENIR QUE LES TRAVAILLEURS, A TRAVERS LEURS REPRESENTANTS, PRENNENT LA PLACE QUI LEUR REVIENT DANS LE PROCESSUS ACTUEL (! ! !) » (*La Nación*, 2-9-76).

L'hebdomadaire *El Economista* du 1-10-76 rapporte que, d'après l'appréciation qui circule dans les hautes sphères du gouvernement militaire « en ce qui concerne les secteurs de la gauche non subversive [dont le PCA], ceux-ci sont en train d'agir avec sagesse, et ils ne font que formuler, à l'égard du gouvernement, les critiques minimales et indispensables requises par leurs fronts internes ».

La petite-bourgeoisie est complètement terrorisée, ou bien elle appuie la politique militaire. Les groupes armés sont fortement désarticulés, et les masses ouvrières se trouvent avec leur avant-garde désorganisée, en prison ou décimée.

Un nouveau cycle de montée des luttes sociales ne pourra être fonction que de cataclysmes non

seulement nationaux, mais encore internationaux, qui permettront de desserrer l'étau sur les masses, ainsi que du processus plus ou moins moléculaire de reconstitution de l'avant-garde ouvrière.

L'Argentine est un pays à la charnière de l'arriération latino-américaine et du capitalisme international. Subissant l'oppression économique et politique de l'impérialisme, et le poids des grands propriétaires fonciers, elle se rattache à l'Amérique latine par le besoin historique de faire sauter ces formidables entraves à son développement bourgeois. Mais elle a donné naissance à un prolétariat qui joue un rôle déterminant dans l'alignement des forces et des classes, et qui a une fonction décisive contre le *statu quo* économique et politique.

L'Histoire a voulu qu'une bourgeoisie couarde et impuissante, face aux besoins impérieux de l'industrialisme, recourre à l'arsenal politique bourgeois le plus achevé pour pallier la fragilité de ses structures sociales et économiques. C'est en ce sens que ce qui se passe en Argentine constitue pour le prolétariat international, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire dans ces colonnes, un signal d'alarme, eu égard aux besoins de sa lutte.

La tragédie actuelle du prolétariat d'Argentine doit contribuer à favoriser la naissance et à affermir la volonté d'une génération internationale d'ouvriers révolutionnaires qui sache opposer virilement la revendication de la dictature et de la terreur rouges à la dictature et à la terreur bourgeoises ; qui — comme les classes exploiteuses elles-mêmes — soit immunisée contre tout mythe de la démocratie et de la légalité, ces lignes de défense et bases d'attaque de la classe capitaliste ; qui considère la centralisation des multiples formes de l'action prolétarienne par le parti révolutionnaire de classe comme la condition, non seulement de la victoire, mais encore de la défense efficace ; qui voie la petite-bourgeoisie, non pas comme une alliée, et encore moins comme un point d'appui, mais comme une classe à neutraliser ; qui ait une claire conscience que la lutte des classes exigera des organisations militaires d'autodéfense, et la volonté de les organiser pour affronter l'inéluctable violence capitaliste, officielle ou para-étatique ; qui soit disposée, malgré l'énorme effort de continuité et de travail requis, à livrer une bataille acharnée, sans trêve, contre les forces de la collaboration de classe et les bureaucraties syndicales subordonnées aux exigences de l'économie bourgeoise et de la Nation ; et qui, tant sur le terrain de la théorie que sur celui de l'action, auront à combattre toute liaison avec la démocratie, et tout suivisme à l'égard des partis « ouvriers » bourgeois, comme des capitulations — conscientes ou non, et Engels avait mille fois raison lorsqu'il affirmait que l'opportunisme « honnête » est le plus dangereux de tous — comme des pièges, souvent mortels, tendus aux masses ouvrières, tant de fois trahies et meurtries.

(1) Le PIB est tombé à — 6,5 % au 3^e trimestre 1975, à — 9,3 % au 4^e trimestre de la même année et à — 6,3 % au 1^{er} trimestre 1976.

(2) Le « *camporismo* » constituait le courant « populaire de gauche » du mouvement péroniste qui fut porté à la tête de l'Etat lors des élections de 1973. Impuissant à égratigner en quoi que ce soit le « système », il céda pacifiquement la place devant l'offensive de la bureaucratie syndicale et de l'armée, qui avaient besoin de liquider la « phrase extrémiste » pour passer à l'offensive contre les masses. Après la mort de Péron en 1974, il constitua le Parti Péroniste Authentique.

Les pompiers internationaux à l'œuvre en Rhodésie

La négociation qui se déroule actuellement à Genève entre les dirigeants nationalistes et les représentants du gouvernement blanc de Rhodésie s'inscrit dans une longue série de tentatives destinées à régler depuis 1961, et surtout depuis 1965, date de la déclaration unilatérale d'indépendance, la question « constitutionnelle » dans l'ancienne colonie britannique, dont l'évocation des quelques points suivants suffira à retracer l'histoire.

Conquise militairement à la fin du siècle dernier, la Rhodésie du Sud (la Rhodésie du Nord étant la Zambie actuelle) fut exploitée par la compagnie britannique à charte royale dirigée par Cecil Rhodes, la British South African Company. A l'expiration de la charte les colons blancs décidèrent par référendum en 1923 de ne pas s'associer à l'Afrique du Sud et optèrent pour le statut de « colonie à gouvernement autonome ». En 1953 la Rhodésie du Sud constitua avec la Zambie et le Malawi actuels une Fédération qui éclata en 1963 après l'accession à l'indépendance de ces deux derniers Etats. Pour éviter que le pays ne passe sous la domination de la majorité noire, le parti de Ian Smith — le Rhodesian Parti, au pouvoir depuis 1962 — proclama en 1965 unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie, rejetant ainsi la tutelle légale de la Couronne britannique.

Il y a à l'heure actuelle en Rhodésie un peu moins de 300.000 blancs et plus de 6 millions de noirs. Les blancs possèdent près de la moitié des terres, les noirs occupent l'autre moitié. Comme en Afrique du Sud sévit l'apartheid même si celui-ci est un peu moins draconien — la disproportion numérique y étant certainement pour quelque chose —, et la différence de salaires entre noirs et blancs est de l'ordre de 1 à 10. Depuis 1963 tous les mouvements nationalistes noirs sont interdits, le gouvernement de Ian Smith ayant rompu avec la politique de ses prédécesseurs qui consistait à essayer d'intégrer progressivement dans le système les représentants de la petite bourgeoisie noire en voie de formation.

En 1966, puis en 1968, le gouvernement rhodésien avait refusé les propositions plus que modérées des Britanniques qui souhaitaient que les noirs puissent obtenir un jour la majorité sans affrontement et il avait maintenu les dispositions en vigueur : les noirs pouvaient voter mais à condition d'avoir un certain niveau d'éducation et de revenus, s'entend, ce qui, en 1961, s'appliquait à un noir sur cinquante. Mais plus l'exaspération des masses noires et leur haine du régime colonial grandissaient, plus les propositions de l'« arbitre » britannique pour éteindre l'incendie étaient en retrait par rapport aux précédentes : on a pu calculer par exemple que si d'après les propositions de 1968 la majorité noire pouvait espérer obtenir le pouvoir aux alentours de l'an 2000, en revanche celles de 1971 repoussaient l'échéance à l'année 2035... (cf. M. Loney, *White Racism and Imperial Response*, Londres, 1975, pp. 167-168).

C'est pourquoi la réponse des organisations nationalistes aux propositions de 1971 ne pouvaient être que l'intensification de la guérilla qui avait commencé après la déclaration d'indépendance dans les années 1966-1967, et c'est évidemment la victoire des forces anticoloniales au Mozambique et en Angola qui a renforcé la détermination des masses noires opprimées à obtenir sur le terrain ce qu'on leur refusait par la négociation. Ce qui n'empêche nullement les dirigeants de leurs organisations présents à Genève de

(suite page 8)

Dans les cinq continents

A entendre le matraquage publicitaire sur les élections américaines, la candidature et la victoire de Carter — l'humble self-made man producteur de cacahuètes — seraient la victoire d'une « espérance nouvelle » et la preuve de la capacité de redressement des institutions de la démocratie américaine après le scandale du Watergate, l'affaire *Loockheed*, etc. « En réalité, écrit Le Monde diplomatique de novembre 1976, la candidature de M. Jimmy Carter a été préparée de longue main et soutenue jusqu'à la victoire par des hommes qui représentent le plus haut niveau de la puissance. Parmi eux, les présidents de la Chase Manhattan Bank, de la Bank of America, de Coca-Cola, Bendix, Caterpillar, Lehman Brothers, Sears and Roebuck, Texas Instruments, Exxon, Hewlett-Packard, CBS, etc. ». Ces hommes constituent la branche américaine de la « Commission trilatérale » créée en 1973 par David Rockefeller et regroupant deux cents membres d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon dans le but de former « une sorte de « new deal » à l'échelle mondiale pour sauver le capitalisme de sa crise » (parmi les noms français on trouve les présidents ou directeurs généraux de Pechiney-Ugine Kuhlmann, Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, EDF, UAP, Banque de Paris et des Pays-Bas, René Bonety de la CFTD et... le « meilleur économiste français » : Raymond Barre).

Malgré « les liens traditionnels — qu'ils n'ont certes pas rompus — avec le parti républicain » considérablement dévalorisé par les scandales, la Trilatérale a préféré « un président démocrate, seul capable de s'assurer le soutien des syndicalistes [...] pour mener une politique étrangère forte ». Quant au candidat lui-même, il a été choisi pour son profil : « Je ne suis pas un idéologue, proclame Carter, et on ne peut jamais dire à l'avance quelle position je prendrai [! !] ».

La démocratie est un cadavre, mais grâce aux médecins antiprolétaires de tout poil, il marche encore...

Nos camarades en Algérie diffusent, à l'occasion du référendum sur la Constitution, un tract où ils dénoncent l'absurdité de parler d'un « Etat socialiste » : en bonne doctrine, en effet, socialisme signifie « société sans classes et donc sans Etat » et la constitution algérienne défend tout d'abord le droit de propriété ! Mieux, cet Etat a une religion officielle : l'Islam, pour maintenir les masses exploitées dans les ténèbres de l'obscurantisme. Nos camarades appellent donc les prolétaires à se moquer de la Constitution et à s'organiser pour lutter pour les revendications pressantes (salaires, temps de travail, défense des chômeurs, révolution agraire, droit de grève et d'association) et pour reconstituer le parti de classe.

On peut lire dans une interview de Nicolai Fedoranko, directeur de l'Institut Central d'Economie Appliquée de Moscou, accordée au *Nouvel Economiste* (n° 54 du 8-11) : « L'URSS est un pays riche mais nous avons, nous aussi, de nouvelles contraintes : protéger l'environnement, éviter les gaspillages [...]. Et surtout améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs. Cette dernière tâche est urgente ». Drôle de « socialisme » que celui-ci, où après l'avoir « construit » pendant 50 ans officiellement, on s'aperçoit qu'il faut s'occuper des ouvriers. Mais c'est évidemment, là aussi, comme chez nous, dans la stricte mesure où cela est permis par le capital et rendu nécessaire par le besoin d'éviter des explosions sociales. Le malheur pour nos managers de l'Est comme de l'Ouest, c'est que ce n'est pas toujours possible ! Un indice donc — et un aveu — du fait qu'en URSS aussi, la lutte ouvrière devra tôt ou tard reprendre.

Contre le travail de nuit

La distribution de notre bulletin précédent dirigé contre le travail de nuit (voir Le Proletaire, n° 228) a suscité une très vive réaction des dirigeants staliniens de Paris-Brune qui, en prenant prétexte du fait que la réduction du travail de nuit par l'administration diminuait le pouvoir d'achat des postiers, ont diffusé un tract diffamatoire contre nous et ont attaqué notre position en assemblée générale de la section CGT. Voici notre réponse parue dans le bulletin n° 3 (oct. 76).

Ce que nous avons fait dans le bulletin n° 1 diffusé en juin, c'est de montrer que si l'administration parvient à nous faire accepter des heures supplémentaires et le travail de nuit, c'est parce que nos salaires ne suffisent pas pour nous assurer le minimum vital. Et nous avons expliqué que le salaire minimum indispensable pour nous permettre de refuser cette surexploitation, sur la base de notre niveau de vie actuel, c'est de revendiquer le **salaire minimum à 2.500 F et 500 F par tous**.

Naturellement nos accusateurs se sont bien gardés de répondre à cette proposition qui n'est pas un « tout ou rien » mais un **objectif à atteindre** par des luttes qui nous en rapprochent. L'exigence de la suppression du travail de nuit que nous avons revendiquée dans le bulletin n° 2 de septembre est liée à cette revendication centrale.

Maintenant lorsque la Direction « supprime » le travail de nuit en restructurant, elle vise non pas à soulager notre exploitation mais à réduire ses coûts en baissant carrément notre salaire par suppression des primes. Est-ce cela que nous revendiquons comme le laissent entendre les dirigeants staliniens ? C'est exactement le contraire. Nous invitons même par notre bulletin à faire face à cette baisse du salaire provoquée par la suppression du travail de nuit en appelant à unir nos rangs pour une **augmentation substantielle du salaire** qui permette d'éviter le recours à cette forme barbare de travail et de nous renforcer face à toutes les attaques du capital. Relisons notre bulletin n° 2, qui ne s'adressait pas seulement à Brune où la réduction du travail de nuit est engagée, mais à d'autres centres où elle ne l'est pas encore :

« Certes, si l'administration parle de réduire ou de supprimer des brigades de nuit, ce n'est pas par souci de notre santé, mais pour assurer une meilleure rentabilité du capital qu'elle gère.

Aussi cette restructuration se fera au détriment de nos intérêts ; on nous demandera de travailler plus sans compenser la perte de la prime de nuit ».

Comment expliquer la colère des gens qui dirigent la section CGT de Paris Brune ? Qu'est-ce qui explique qu'ils aient vu dans notre bulletin, qui montre une **exigence permanente et non occasionnelle des travailleurs** une « provocation grossière du Ministère des PTT qui ne se grandit pas à utiliser de tels procédés » ? Pourquoi nous accusent-ils d'être des « semeurs de troubles qui volent au secours du pouvoir » ?

Dans leur logique, ils ont raison : pour eux, la défense de nos conditions de travail et de lutte devrait dépendre de la bonne marche d'un service public dont ils admettent tous les impératifs, et notamment le fameux « J + 1 » au nom duquel on nous écrase. C'est clair que seule une lutte véritable, **une lutte de classe**, où nous utiliserions nos armes spécifiques de lutte, la grève — la plus large possible — **sans préavis, notre union par-dessus les catégories sur nos intérêts communs sans nous soucier de l'intérêt sacro-saint des usagers** (à plus de 90 % des capitalistes !) générerait à coup sûr ce fonctionnement. Ces armes de lutte nous sont donc interdites par les tenants de cette politique qui rêvent d'une collaboration harmonieuse avec l'administration.

Quelle perspective reste-t-il à donner aux travailleurs ? Si nous ne pouvons compter sur notre force **organisée, indépendante, sur l'union de nos rangs contre le capital et l'administration**, c'est simple : il ne nous reste hélas qu'une solution : travailler plus pour gagner davantage, travailler la nuit pour avoir des primes et pouvoir survivre. Revendiquer le maintien du travail de nuit quand on le supprime « pour les besoins du service », n'est-ce pas à quoi nous invitent ces drôles de « syndicalistes » ?

Mais à propos pourquoi devant la suppression du travail de nuit ne nous organisent-ils pas pour revendiquer le **maintien de la prime, son intégration au salaire et sa généralisation à tous** ?

C'est pourtant ce qu'il faudrait faire. Non, eux ne veulent pas gêner même financièrement l'administration. Ils ne revendiquent que le travail de nuit qu'ils nous accusent de découvrir « abrutissant ». Mais le mouvement prolétarien a toujours été opposé en **principe** au travail de nuit avant qu'eux, au gouvernement en 1945, n'en découvrent l'intérêt, pour le plus grand bien de qui ?

Il y a nettement le choix entre deux politiques : — **ou bien** on continue celle que mène les staliniens (et leurs collègues à la direction de la CFDT ou de FO) qui ont **renoncé à la lutte de classe**, qui font de plus en plus dépendre nos organisations syndicales de l'administration, où leur direction se confond de plus en plus avec l'encadrement de l'administration, où notre sort est liée de plus en plus à la bonne volonté de l'administration qui peut se permettre aujourd'hui les pires restructurations sans véritables réactions autres que verbales ;

— **ou bien** on défend la nécessité d'une lutte véritable, une lutte de classe, sur des exigences réelles des travailleurs, qui n'a d'autre principe que de **renforcer les rangs des travailleurs** pour constituer une force capable aujourd'hui de se défendre et demain de s'émanciper du capitalisme.

Nos accusateurs ont choisi leur politique. Nous avons choisi la nôtre. Les deux sont opposés.

Le tract des dirigeants staliniens de Paris-Brune pense nous déconsidérer en nous traitant de « fraction ». Sommes-nous une fraction ? Malheureusement les partisans de la **lutte de classe ouverte** sont encore trop faibles aujourd'hui pour prétendre constituer une fraction, mais doivent avoir la perspective d'en constituer une un jour. En utilisant ce terme avec lequel elle prétend faire peur, la fraction réformiste et stalinienne voudrait faire croire que les partisans de la lutte de classe en voudraient aux syndicats, en voudraient à **l'arme que constitue le syndicat**. C'est faux : par leur politique, les réformistes ont enchaîné au char de l'entreprise et de l'Etat les organisations théoriquement constituées pour défendre nos intérêts. Ce à quoi nous en voulons, c'est à cette politique catastrophique : nous sommes pour des organisations réellement ouvertes à tous les travailleurs et dont la force doit être décuplée par l'utilisation des méthodes classistes. La vérité est que la lutte entre ces deux politiques passe à l'intérieur des syndicats et que les diviseurs sont ceux qui excluent aujourd'hui des syndicats les ouvriers « coupables » de défendre des positions de lutte, coupables de ne pas se soumettre à leur fraction, fraction qui tire sa force de son alliance avec l'administration. C'est pourquoi les staliniens sont bien hypocrites quand il nous accusent d'être utilisés par le Ministère.

Il faut que tous les prolétaires conscients de la nécessité d'utiliser la méthode de la lutte de classe se regroupent, dans les syndicats comme en dehors d'eux, indépendamment de leur appartenance politique, pour travailler à opposer un **front de classe du prolétariat** au front uni bourgeois-opportuniste.

Groupe syndical du Parti communiste international.

La situation dans la métallurgie : anarchique et explosive

La « lutte contre la crise » est menée par tous les capitalismes nationaux de façon identique, que le gouvernement soit de droite ou de gauche. Elle signifie « redéploiement industriel », « restructuration », concentration et « dégraissage » de tout l'appareil productif.

Pour être efficace, cette politique de rationalisation de l'exploitation de la force de travail suppose une unification des salaires par branche de production et à l'intérieur de la branche par poste. Un des zélés propagandistes de la bourgeoisie indique d'ailleurs très ouvertement dans *L'Expansion* du mois d'octobre qu'« il est important de fixer les coûts salariaux dans une industrie de main-d'œuvre [laquelle ne l'est pas ?] pour réduire la concurrence inter-entreprises ». Le capital ne peut en effet dévaloriser efficacement la force de travail que s'il coordonne et centralise son action. En effet certains capitalistes individuels peuvent avoir tendance, parce qu'ils bénéficient de techniques de production particulièrement avancées ou de quelque autre avantage, à hausser les salaires afin d'obtenir la « paix sociale » créant ainsi une rupture dans le front de la bourgeoisie et le risque d'une flambée revendicative.

Mais qu'en est-il en fait de la politique salariale ? La bourgeoisie semble avoir beaucoup de difficultés à réaliser une unification des conditions d'exploitation. Un bon exemple est celui de la métallurgie, première branche industrielle par le nombre de salariés (2.800.000, soit plus de 20 % du total des salariés en France), première aussi par la puissance de l'organisation patronale, l'UIMM (Union Industrielle Métallurgique et Minière).

Les maigres résultats statistiques de l'enquête CGT d'avril 76 (1) (l'UIMM ne dispose pas de statistiques propres !) fait apparaître une situation anarchique avec d'énormes disproportions :

- les salaires moyens mensuels ouvriers (M1 à TA) sont en moyenne de 12 % plus faibles en province qu'à Paris (13 à 66 % suivant une autre enquête CGT) (2),
- les salaires féminins sont en moyenne de 30 % inférieurs aux salaires masculins (la CGT ne donne pas de statistiques sur les salaires des immigrés et des apprentis, mais on peut imaginer la situation !),
- les différences entre secteurs industriels vont jusqu'à 50 % pour une même catégorie (métaux non ferreux-aéronautique),
- entre entreprises d'un même secteur et de même taille on note des différences de l'ordre de 20 % (RNUR et Citroën), on peut alors imaginer les différences entre des entreprises employant 50 ou 5.000 ouvriers !,
- au sein d'une même entreprise (CII Paris et Toulouse), on note des différences de l'ordre de 20 %,
- enfin la CGT cite comme exemple de situation « scandaleuse » que le salaire maxi M1 (échelon le plus bas) relevé est de 2.773 F alors que le salaire mini TA (échelon le plus haut) relevé est de 1.797 F, soit en ramenant au même nombre de points un écart de 265 %.

Par ailleurs, les différences entre le TEG (taux effectif garanti, sorte de SMIG établi pour chaque catégorie sur la base d'accords conventionnels

territoriaux) et le salaire réel vont jusqu'à 79 % ! Les dirigeants confédéraux viennent donc de découvrir, après 40 ans de mûres réflexions, que les conventions territoriales qu'ils avaient signées sur le dos des métallos (8 pour le seul département du Nord !) étaient en fait des chiffons de papier : « l'analyse d'ensemble des Conventions collectives départementales, régionales et des accords d'entreprise existants, montre que, dans tous les domaines de leur contenu, il règne une anarchie sans pareille [...] ; les conventions [...] ont un contenu qui ne répond pas à la situation actuelle des travailleurs [...] ». (J. Breteau, secrétaire général CGT Métallurgie, février 71 !) (2).

Plus question de rationaliser secteur par secteur, de coller aux besoins locaux des entreprises, c'est de la « bonne santé » de la **branche nationale** qu'il s'agit de s'occuper ! Aussi peut-on ne pas s'étonner que les directions syndicales refusent de plus en plus de signer les accords territoriaux (101 accords en 73, 61 en 74 et 32 en 75) : **les bureaucraties syndicales sont plus pressées que le patronat de discipliner les patrons**.

Ainsi, face à cette situation explosive, grand patronat et syndicats sentent parfaitement la nécessité de plus en plus impérieuse d'une politique centralisée, et pour y parvenir, chacun a besoin de l'autre, pour le plus grand bien de l'économie nationale. Mais il ne le font pas exactement dans le même esprit. Le grand patronat sait exactement ce qu'il veut : limiter sa propre concurrence interne pour la reporter sur le terrain international, tout en éliminant les secteurs archaïques et en liquidant les privilèges accordés aux catégories supérieures. Les syndicats, qui sont l'expression organisée de ces catégories, voudraient bien, eux, perdre le moins possible dans l'affaire et sont pris d'une véritable hystérie pro-hiérarchique, n'hésitant pas à faire l'amalgame entre patrons et « gauchistes » :

« La théorie de ceux qui tirent à boulet rouge contre la hiérarchie [conduirait à] prendre sur les salaires à partir du P3 pour augmenter le manœuvre pendant que les monopoles continueront à réaliser des super-profits » (3).

Patrons et syndicats sont d'accord sur un autre point : la convention nationale et la grille unique est faite pour contrôler la lutte sociale. Mais elle présente un danger : unifier les conditions de tous les travailleurs. Pour lutter contre ces effets révolutionnaires, on adaptera donc le syndicat de plus en plus aux catégories, comme dans le modèle de la Fonction publique ; et surtout on tentera de toujours négocier à froid l'unification des salaires, loin de l'agitation qui devra être détournée vers des « journées d'action » débilantes du type de celle qui est prévue pour le 18 ; bref on tentera d'intégrer toujours plus le syndicat à l'appareil patronal et étatique.

Il est clair que le divorce toujours plus grand avec les intérêts des ouvriers est lui-même à terme un facteur d'explosion...

(1) *Le Guide*, n° 112 (CGT-Métaux) d'avril 1976.

(2) *L'Union*, n° 233 (CGT-Métaux) de septembre 1975.

(3) *L'Union*, n° 234 d'avril 1976.

L'OC-R et l'OC-GOP à contresens

(suite de la page 2)

Mais l'affirmation des OC-R et OC-GOP présente un autre aspect. Nous ne sommes évidemment pas indifférents aux difficultés de l'adversaire. Mais il est clair que pour profiter de ces difficultés nous devons nous **préoccuper de surmonter les nôtres**. Or malheureusement ce n'est pas ce que font ces organisations qui braquent les yeux des prolétaires sur les problèmes de la bourgeoisie en laissant complètement de côté ceux qui se posent à la classe ouvrière : c'est là que le spontanéisme et le fatalisme dans la question de la formation du parti se traduisent aussi par une incompréhension des exigences de la lutte immédiate elle-même. Est-ce que le départ d'un Giscard, même suscité par la lutte ouvrière, crée **automatiquement** un progrès de notre force de classe, une avance du front de classe du prolétariat ? Non, car pour cela il faudrait plus d'organisation, plus de discipline, un déclin de l'influence réformiste, etc., toutes choses qui **ne tombent pas du ciel mais se préparent et se gagnent**.

Pire, ces organisations qui critiquent le PSU et la LCR pour leur suivisme font exactement la même chose que ces derniers lorsqu'elles disent que « ce qui est en cause, c'est de chasser Giscard par nos luttes, ou bien de se contenter de combats éparpillés et sans ampleur, en attendant les élections de 78 » (*Révolution* 1, n° 152).

En effet, elles ne donnent comme perspective qu'une centralisa-

tion des luttes en général sans distinguer qui centralise, sur quelle base, sur quelle orientation. Mais comme cette centralisation est vue sur le terrain parlementaire et institutionnel, il est parfaitement clair qu'on a beau l'enrober en théorie de phrases révolutionnaires, on ne lui laisse en pratique d'autre solution que la solution réformiste et collaborationniste. Voilà pourquoi il est faux de prétendre que le « mot d'ordre : dehors Giscard ! [...] matérialise un aspect d'une orientation révolutionnaire alternative à la politique de collaboration de classes du réformisme ».

Au fond de la perspective des immédiatistes, il y a une idée non explicitée, qui sous-tend toutes les attitudes et fait pencher la balance de l'hésitation permanente entre la critique du réformisme et la lutte contre lui du côté de l'aplatissement en pratique devant lui : c'est l'idée que l'actuelle offensive anti-ouvrière ne peut être enrayerée que si on parvient à briser ses mécanismes institutionnels chapeautés par Giscard, sans voir qu'elle est menée sur tous les terrains à la fois et que, même avec la gauche au gouvernement, ces mécanismes fonctionneraient dans le même sens et même mieux. C'est pourquoi on n'est pas trop regardant sur les moyens, qu'on ne rejette pas le terrain parlementaire, que le fameux « front anticapitaliste » n'exclut pas les directions opportunistes — le tout étant paré du manteau « doctrinal » des rapports entre

contradiction principale et contradiction secondaire « à l'étape actuelle » qui justifieraient l'alliance avec n'importe qui. Or cette idée est radicalement fautive : elle signifierait qu'il est impossible de s'organiser sur le plan de la lutte immédiate et de porter des coups sur ce terrain à l'adversaire. Nous ne disons évidemment pas que c'est facile. Mais dire que c'est impossible a priori — ou même en sous-estimer la nécessité — revient à renoncer d'avance à la tâche immensement plus difficile de la révolution : si on ne peut faire reculer l'adversaire, comment peut-on penser préparer les forces pour l'abattre ?

Au moment où l'opportunisme prétend éviter la lutte de classe par la lutte parlementaire et fait miroiter les avantages d'un gouvernement de gauche, au moment où il prétend qu'il faut quitter le terrain de la résistance quotidienne, économique et politique, et le sème d'embûches, nos spontanés, loin de combattre cette tendance, la chargent de potentialités révolutionnaires. C'est ainsi que si leur phrase anti-réformiste peut théoriquement canaliser des réactions saines à l'opportunisme, leur incompréhension des exigences de la lutte prolétarienne — qui tient à de puissantes raisons théoriques et programmatiques sur lesquelles il nous faudra revenir — les pousse à agir à contre-sens des exigences de cette lutte que seul le parti véritablement marxiste peut mener de façon conséquente.

Chasse aux sorcières dans les syndicats

La « normalisation » est en cours à la CFDT à l'encontre des syndicats combattifs qui ne sont pas aux ordres de la direction syndicale. Lors du Conseil National (28-30 octobre) et à la suite du 37^e Congrès et de la réunion du Bureau National du mois de juin dernier, la direction a clairement insisté pour que les fédérations et les unions régionales combattent fermement le « gauchisme », le « léninisme », le « basisme », bref tout ce qui s'oppose à la collaboration de classes version « autogestionnaire » des Maire et compagnie. La bureaucratie syndicale, qui avait montré ses intentions mac-carthystes l'année dernière à propos de la défense des appelés, vient de donner de nouvelles preuves de sa détermination.

A Berliet-Lyon, six délégués syndicaux CFDT ont été exclus du syndicat. Par ailleurs, **Syndicalisme Hebdo** a lancé une campagne en règle contre la Fédération nationale de l'habitat, de l'équipement et des transports (FNHET), contrôlée par des « gauchistes », parce que cette dernière refuse de se laisser noyer par les fédérations des cheminots, des transports et des gens de mer dans une grande Fédération générale des transports et de l'équipement.

A la CGT, dont la réputation anti-gauchiste n'est plus à faire, la chasse aux sorcières est aussi à l'ordre du jour. Aux « Câbles de Lyon », l'Union locale et le Syndicat des Métaux de Clichy ont dissous la section syndicale et annoncé l'exclusion de son secrétaire ainsi que des deux ouvriers immigrés qui ont été dernièrement réintégrés dans l'usine après leur mise à pied à la suite de la dernière grève.

A l'Imprimerie Rouennaise (IMRO) où les ouvriers occupaient les locaux depuis 1975 avant de se faire chasser par les flics, six ouvriers — dont le secrétaire général du Syndicat du Livre de Rouen qui n'avait pas moins de 20 ans de CGT — ont été exclus du syndicat pour avoir pris des « décisions contraires à l'esprit des statuts de la CGT ». Or de quoi ces ouvriers étaient-ils coupables ? De ne pas avoir eu recours à tous « les moyens de conciliation » lors

d'une première grève — réussie — en 1974 ! D'avoir fonctionné comme section d'entreprise par dessus les intangibles limites de catégories ! D'avoir participé à des coordinations d'entreprises en lutte avec d'autres pestiférés comme ceux de Lip ! De s'être laissés soutenir par d'autres syndicats ou même des gauchistes — et pour cause — quand la CGT commença à se désolidariser des actions menées !

Ce travail de sabotage a provoqué des réactions de solidarité plus qu'encourageantes. Le 29 octobre, une assemblée générale des correcteurs du « Parien libéré » a dénoncé les exclusions des travailleurs de l'IMRO. Les sections d'Alençon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, ainsi que les imprimeries ROTO 2001 et Chaix, ont pris la même position. A l'imprimerie SOFIAC de Rouen, sur 63 syndiqués, 51 ont signé une pétition et menacé de rompre avec la 2^e section de la CGT. D'après les bonzes eux-mêmes, à Rouen, le Syndicat du livre est mort. Entre temps, il y a eu un changement de statuts du Syndicat du Livre de Rouen : avant, le Programme Commun était présenté comme une des solutions de l'émancipation des travailleurs ; maintenant, c'est la seule et unique solution que les travailleurs doivent accepter...

Le 29 octobre, à Paris, le Comité fédéral national a entériné les exclusions. La Fédération du Livre a publié six feuillets diffamatoires dans lesquels les travailleurs sont accusés nominalement. Ces feuillets ont été envoyés aux délégués de section de la ville afin que les travailleurs ne puissent pas être réemployés.

Devant les signes de crise de l'économie capitaliste et face aux réactions des ouvriers en lutte pour la défense de leurs conditions de vie et de travail, les directions syndicales se serrent les coudes pour taper sur tout ce qui menace la « paix sociale ». Pour répondre à ces attaques organisées de la bourgeoisie et de l'opportunisme les ouvriers doivent aussi renforcer leurs rangs. L'attitude des ouvriers du Livre laisse à penser que la « normalisation » syndicale et la « chasse aux sorcières » ne se fera pas sans réaction de classe.

front de classe prolétarien !

(suite de la page 1)

reocraties syndicales acceptent de faire régner dans leur sein une atmosphère de terrorisme idéologique pour l'acceptation des principes de l'intérêt supérieur de la nation, de l'entreprise, du service public, du respect de l'usager et autres balivernes. Elles se livrent — comme le prouve la vague d'exclusions à la CGT aussi bien qu'à la CFDT — à une offensive générale contre le « gauchisme », c'est-à-dire en fait, contre les ouvriers combattifs pouvant cristalliser un germe d'opposition. Et il ne fait absolument aucun doute que les forces légales et parallèles de la bourgeoisie tenteront de réprimer avec la plus extrême vigueur les noyaux ouvriers qui parviendront à échapper au contrôle opportuniste.

*

Le secret de toute la politique bourgeoise à l'échelle internationale est donc de faire pression davantage sur les prolétaires et les paysans pauvres et d'empêcher que ces masses immenses n'utilisent la formidable puissance que leur donne le mécanisme capitaliste de production et l'union dans la lutte par dessus les limites de catégorie, d'entreprise, de nationalité, de race et de frontière. De là jaillit la nécessité de la reconstruction du réseau international du Parti communiste qui puisse aider à reconstituer cette force mondiale et la diriger pour en finir avec la succession infernale des crises et des prospérités bourgeoises, des guerres et des paix impérialistes.

Mais il ne suffit pas de dire qu'est indispensable la solidarité prolétarienne pour lutter contre la bourgeoisie et qu'est nécessaire le parti pour mener cette solidarité à ses conséquences suprêmes. La tentative des prolétaires de résister aux attaques du capital ne peut pas en effet ne pas pousser en avant des minorités, des avant-gardes, qui comprennent la nécessité de mener, contre l'alliance bourgeoisie-opportunisme pilier de la domination démocratique, une

œuvre patiente, moléculaire pour affronter les tâches de la défense économique et même physique des travailleurs ; pour mettre en œuvre une solidarité véritable — à l'échelle locale, nationale et internationale ; pour lier toutes les étincelles éparses de la lutte de classe en une unique brasier.

Ce combat peut s'engager dans les formes les plus diverses : il peut être mené dans les syndicats — surtout dans ses organes périphériques où le monolithisme de l'appareil bureaucratique est parfois moins acquis — ou hors des syndicats ; dans des comités essayant de renouer avec certaines traditions particulières de la lutte prolétarienne comme dans des comités de coordination inter-entreprises ; dans de multiples autres organisations — éphémères ou stables — où coopèrent des prolétaires affiliés à des partis qui — au moins formellement — prétendent se constituer en réaction à la capitulation ouverte des chefs « ouvriers » réformistes.

Cette tendance de l'avant-garde à se cristalliser est non seulement inévitable mais de plus utile, indispensable à la lutte prolétarienne. Si, en effet, l'offensive généralisée et internationale du capitalisme était menée victorieusement, sans résistance sérieuse, la classe ouvrière verrait son assujettissement renforcé et la possibilité d'une reprise de classe organisée encore repoussée, et à une échéance lointaine.

Il serait faux, absurde et paralysant de prétendre donner aux liaisons et aux organismes qui devront naître pour répondre aux exigences de la vie de la classe prolétarienne une forme constitutionnelle valable dans toutes les situations, une sorte de recette-miracle. Il serait faux de prétendre y voir la tentative de créer une organisation alternative aux syndicats : c'est au contraire seulement lorsqu'existera réellement à travers les luttes ouvrières un véritable Front de classe prolétarien que pourra se poser la question de savoir pratiquement ce que deviendront les

organisations actuelles, si elles pourront être réadaptées au moins en partie — et il faudra pour cela de sérieuses transformations — à une vie classiste ou s'il faudra recréer de nouvelles organisations.

Le terrain où doivent s'unir tous les prolétaires combattifs, tous les révolutionnaires au sens le plus large du terme, quelle que soit leur appartenance syndicale ou politique, est indispensable au renforcement du parti. Mais il serait là aussi faux et antimarxiste de confondre cette exigence avec celle de la constitution du parti, comme le font en général les groupes immédiatistes car ce serait le plus sûr moyen non seulement de rendre ce Front de classe impossible par d'inopportuns préalables politiques ou d'impraticables marottes de secte, mais aussi rendre la constitution du parti impossible : en effet, ni le programme du parti ni les principes de son organisation ne dérivent des besoins des luttes immédiates et partielles mais des besoins de la lutte générale et révolutionnaire, des nécessités de l'insurrection et de la dictature prolétarienne. Cela n'empêche pas que le parti accorde le plus grand intérêt à ces luttes immédiates et partielles car c'est sur ce terrain que nécessairement se sélectionnent ses militants, qu'il trempe et prépare son organisation en même temps qu'il étend son influence et prépare le prolétariat à la lutte finale.

Assurément, nous sommes persuadés que seul le parti peut mener ces luttes de classe de façon conséquente. Mais c'est pourquoi nous n'avons absolument aucune gêne à ce que, sur ce terrain, et en parlant des exigences même de la lutte immédiate et non de son programme politique, chaque parti qui prétend aider le prolétariat soit testé sur l'efficacité de ses méthodes et la valeur de ses principes.

A bas le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme ! Pour un véritable Front de classe prolétarien ! Pour le Parti communiste mondial !

Correspondance syndicale

● CGT-Renault : le patriotisme d'entreprise

Il peut arriver que les intérêts des travailleurs semblent rejoindre, au moins formellement, des questions qui concernent l'organisation ou l'extension de l'entreprise (disparition de secteurs, modification des bâtiments, progrès dans la sécurité, etc.). Mais si les ouvriers ne s'en tiennent pas fermement à la défense de leurs conditions de vie, cela peut servir de prétexte pour les enrôler derrière une « participation » imaginaire, et les amener à mettre en sourdine leurs propres revendications au bénéfice de la « défense de l'usine », c'est-à-dire des intérêts du capital dans cette usine, et du capital en général. Ainsi, quand la CGT lance, par l'intermédiaire du Comité d'Entreprise, sa maquette de modernisation de Renault-Billancourt et propose le lancement d'un modèle bon marché pour donner de l'oxygène à l'usine, elle se pose en bras droit du capital, en direction de rechange, en sauveur de l'« usine qui a créé l'empire Renault, qui a un rôle irremplaçable ». Et ce n'est pas une question de mots : avec ses signatures de cartes, indépendamment de toute perspective de lutte, la CGT engage les ouvriers à se battre non pour leur bifteck, mais pour l'« avenir de la nationalisation ». Elle les pousse à demander « 1/3 des investissements pour Billancourt » (et que les autres crèvent !), sans compter qu'investir et moderniser signifie avant tout pour le capital s'organiser mieux pour vider les ouvriers et accroître le profit. Le patriotisme d'entreprise ne vaut pas mieux pour les intérêts de la classe ouvrière que le patriotisme tout court !

● Auxiliaires de l'enseignement : abandonnés par les syndicats

Dans une situation d'insécurité et même parfois de misère (absence d'allocations de chômage), abandonnés par les syndicats officiels, les non-titulaires de l'enseignement s'efforcent de se donner des embryons d'organisations de défense (Comités de maîtres-auxiliaires, Comités de chômeurs de l'Education Nationale).

Il est normal que, même échaudés, les non-titulaires combattifs essaient d'entraîner dans leur action les syndicats, notamment le Snes pour l'enseignement secondaire. Mais là où ils peuvent mettre le pied, les bonzes essaient de vendre une « aide » inexistante contre des « concessions » du comité, qui reviennent en fait à lui faire déposer les armes. A Marseille, par exemple, les bonzes départementaux sont intervenus pour contraindre le Comité de chômeurs de l'Education Nationale formé en septembre à troquer des revendications nettes (pas un seul licenciement, titularisation immédiate) contre de vagues demandes de négociations, et des revendications plus qu'ambiguës, comme les commissions paritaires chargées, en réalité, de donner le sceau syndical au vidage des auxiliaires. Ils ont utilisé pour cela le chantage direct sur le financement du Comité et la communication du fichier d'adresses.

Pendant qu'ils essaient d'éteindre les foyers de lutte, les bonzes proposent — autre éteignoir — les « journées d'action » censées faire pression sur le Parlement, et accréditent l'idée méprisante de l'« insuffisance pédagogique » des auxiliaires (voir le communiqué sur la mort de Renée Boudouesque, une des trois auxiliaires qui viennent de mettre fin à leurs jours.)

S'il est légitime de faire appel aux enseignants, titulaires compris, encadrés dans les syndicats, les auxiliaires combattifs doivent s'opposer, comme nos camarades l'ont montré à Marseille, à toute illusion catastrophique sur le soutien des appareils opportunistes.

● Dans les casernes, en Allemagne

Après les coups portés par la lutte des soldats au sacro-saint « ordre disciplinaire » dans les casernes, la hiérarchie passe aujourd'hui à la contre-attaque, pour reprendre les avantages matériels qu'elle a dû concéder grâce à ces coups : augmentation de la solde, un voyage gratuit par mois, interdiction des punitions physiques. Ainsi, les conditions de vie dans les casernes sont en passe de redevenir ce qu'elles étaient avant Karlsruhe et Draguignan, notamment dans les FFA (Forces Françaises en Allemagne).

La solde diminue constamment, tandis que les prix augmentent dans les foyers des soldats (20 à 30 % ces trois derniers mois, ce qui, ajouté à la diminution de la solde, représente près de 50 % de baisse de celle-ci). Les sommes allouées pour la nourriture n'ont pratiquement pas augmenté de l'année et les intoxications alimentaires sont de plus en plus fréquentes, la viande, le fromage, les légumes étant souvent pourris. Pour les permissions ce n'est pas mieux : les jours de droit sont passés de 18 à 16, les permissions de 96 h à 72 h (pour les frontaliers d'abord, mais la hiérarchie fait actuellement de son mieux pour ne plus donner qu'une permission tous les deux mois).

Parallèlement, la répression dans les casernes se fait de plus en plus impitoyable pour essayer de faire courber l'échine aux soldats qui malgré tout gardent leur combativité et s'organisent pour faire face aux brimades de la hiérarchie. Les nouveaux contingents sont consignés à la caserne pour des périodes de plus en plus longues. Les manœuvres et les camps d'entraînement commandos (qui ne servent qu'à briser la résistance physique et morale des soldats) deviennent plus longs et nombreux, représentant souvent pour les FFA plus d'un tiers du temps. Le nouveau « règlement intérieur » permet de distribuer les jours de prison avec l'arbitraire le plus total (le célèbre motif « mauvaise volonté persistante » donne lieu à deux mois d'arrêt de rigueur), et la moitié des jours d'arrêt est comptée en plus de la durée normale du service.

Les comités de soldats — qui beaucoup plus que les avantages matériels ont été le principal acquis de la lutte des soldats — sont également attaqués, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des casernes. Tous les moyens sont utilisés, la délation, l'infiltration d'agents de la SM et toute la gamme de la répression. Dans ce travail, la hiérarchie militaire possède un précieux allié, l'opportunisme. Une section parisienne du PS, par exemple, a donné dans un bulletin interne l'ordre à ses militants de repérer et dénoncer à la hiérarchie les membres des comités de soldats !

L'aggravation sur toute la ligne des conditions de vie des soldats et la répression, à l'intérieur comme à l'extérieur des casernes, de leurs organisations et des comités de soutien mettent plus que jamais à l'ordre du jour la lutte pour les revendications suivantes : Le SMIG pour les soldats, 600 F tout de suite ! FFA hors d'Allemagne ! Soutien de classe inconditionnel à la lutte des travailleurs sous l'uniforme ! Soutien total aux camarades en butte à la répression, notamment ceux de Radstadt, Baden et Breisach !

SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LA LUTTE DES PROLETAIRES IMMIGRES

Lecteurs, sympathisants, cette brochure est une arme de combat ! Elle doit être diffusée le plus largement possible !

Commandés au Proletaire. Prix 3 F.

Propagande du Parti et participation aux luttes ouvrières

Solidarité Liban/Afrique du Sud

(suite de la page 1)

C'est ainsi que le stalinisme a remplacé la nécessaire solidarité avec les luttes révolutionnaires dans le « tiers-monde » par des appels lancés aux gouvernements au nom des principes vides de la justice, de la liberté en général et de l'égalité entre les nations, et par des « campagnes humanitaires » qui ne font aucun mal à l'impérialisme et sont destinées à cacher sous de « nobles attitudes » la capitulation pratique devant l'ordre établi. Une telle « solidarité » ne peut être reçue que comme une insulte par les prolétaires et les semi-prolétaires dressés en armes contre l'impérialisme.

PROLETAIRES, CAMARADES !

La lutte des masses opprimées du Moyen-Orient et d'Afrique du Sud est liée à la nôtre car elle frappe le même ennemi que le nôtre : les grands Etats impérialistes, dont la force se nourrit de la double exploitation des prolétaires « nationaux » et des masses miséreuses des pays asservis. C'est pourquoi toutes les défaites du mouvement anti-impérialiste à Beyrouth, à Johannesburg ou ailleurs ont été nos défaites : elles ont signifié des chaînes plus lourdes à nos poignets. En revanche, une victoire là-bas ouvrirait dans le mur de notre exploitation une brèche qui aiderait puissamment notre lutte au centre de l'impérialisme.

Certes, les objectifs immédiats des mouvements révolutionnaires au Moyen-Orient ou en Afrique du Sud ne sont pas socialistes. Mais leur réalisation permettrait de briser les puissants freins de l'arriération sociale renforcée par les Etats impérialistes et de développer la lutte des classes moderne. Elle rapprocherait ainsi l'heure du socialisme pour le « tiers-monde » comme pour toute l'humanité.

C'est pourquoi les besoins de la lutte des masses exploitées des pays asservis comme ceux de la lutte prolétarienne dans le monde exigent que soit utilisée au Moyen-Orient comme en Afrique du Sud la méthode politique la plus radicale. Or cette exigence se heurte à la politique des directions démocratiques du mouvement auxquelles la contre-révolution stalinienne a généralement permis de se porter à la tête des luttes anti-impérialistes.

PROLETAIRES, CAMARADES !

Le mouvement prolétarien dans les métropoles impérialistes et le mouvement d'émancipation sociale dans les pays asservis sont liés par un même sort : ensemble ils doivent vaincre, ou ensemble ils devront être battus !

La véritable aide dont ont besoin les masses exploitées du Liban, de Palestine, d'Afrique australe et de tous les pays opprimés, c'est que le prolétariat des métropoles reprenne le chemin de la lutte de classe. C'est qu'il exprime sa solidarité, non sur le terrain stérile des prières inoffensives, mais sur celui de la lutte frontale contre l'ennemi commun.

C'est par cette lutte, qui doit être liée au combat pour extirper le poison du réformisme et du social-impérialisme, que pourront être desserrées les mâchoires de l'oppression impérialiste. C'est seulement par cette lutte que pourra se forger l'indispensable alliance des prolétaires et des paysans pauvres du monde entier : cette alliance pourrait notamment s'exprimer en renouant avec la tradition du boycott par les organisations immédiates du prolétariat des livraisons d'armes et d'une aide matérielle qui atteigne réellement son but en utilisant des canaux sûrs.

Cette alliance ne peut être forgée que par le parti communiste mondial dont la renaissance et le renforcement sont un besoin urgent de la lutte prolétarienne comme de la lutte anti-impérialiste qu'il pourra intégrer dans une stratégie internationale unique et dans une tactique mondialement centralisée.

Assurément, cette voie est longue et difficile. Mais il n'en existe pas de courte et de facile. Elle est la seule voie réaliste.

Vive les prolétaires et les paysans pauvres de Palestine et du Liban !

Vive les prolétaires et les semi-prolétaires noirs en lutte contre la domination du capital en Afrique du Sud et en Rhodésie !

VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

Parti Communiste International, novembre 1976.

RÉUNIONS PUBLIQUES

- A LILLE le samedi 27 novembre, 15 h, 27, rue Adolphe
- A TOULOUSE le vendredi 3 décembre, 20 h 30, cité de l'Arsenal, Bâtiment C

LIBAN, AFRIQUE DU SUD

L'exigence de la solidarité prolétarienne

- A PARIS le vendredi 10 décembre, 20 h 30, salles Lancry, 10, rue de Lancry, 75010 Paris (métro : République)

1926-1976 : contre-révolution et capitalisme en Russie

programme communiste N° 71

REVUE THEORIQUE INTERNATIONALE

- Après les élections italiennes : polarisation ou convergence ?
- La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne.
- Gramsci, « l'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (1).
- Vérité et mensonge de la constitution cubaine.

Contre l'offensive du capital en Italie

Par l'intermédiaire de ses sections, de ses groupes syndicaux et d'usine, qui travaillent aussi bien dans les organisations ouvrières traditionnelles que dans des comités de base où commence à s'exprimer une réaction prolétarienne contre la politique de collaboration de classe des pompiers sociaux, notre parti a pu intervenir activement dans les récentes luttes ouvrières contre le plan Andreotti, des luttes qui ont été littéralement étouffées par les confédérations syndicales unifiées avant que les partis de gauche ne laissent passer le plan au Parlement en s'abstenant. Notre journal en Italie, Il Programma Comunista, se fait l'écho de ces luttes magnifiques, mais que nous ne pouvons, faute de place, reporter ici.

Nous nous limiterons à l'exemple donné par la grève du 28 octobre à Ivrea, qui est significatif tant de la réaction ouvrière que de l'activité de notre section locale qui mène son travail avec continuité depuis des années.

La lutte est partie de l'usine Montefibre. Celle-ci emploie environ 1.600 travailleurs, surtout des femmes. Il y a eu 600 licenciements depuis 1971 et la grande majorité des ouvriers est, par roulement, au chômage partiel depuis 3 ans. Un seul atelier (130 ouvriers) travaille à temps plein. C'est de cet atelier — quand les ouvriers ont appris que, comme tous les ouvriers du groupe, ils ne recevraient que 40 % du salaire d'octobre — qu'est partie la lutte.

Le 25 octobre, une assemblée générale des ouvriers décide de se mettre en grève et impose une manifestation, contre la volonté des bonzes. Les délégués syndicaux arrivent à empêcher les ouvriers de bloquer la voie de chemin de fer, mais sont obligés d'accepter une rencontre entre les grévistes de Montefibre et les ouvriers d'Olivetti. Cependant ils se gardent bien de les laisser aller au-delà du hall de la cantine, empêchant ainsi un contact plus large. Dans le hall, un permanent syndical, aussitôt appuyé par un membre du Comité d'Usine Olivetti, entonne le refrain classique sur la nécessité des investissements et de la restructuration de Montefibre pour contrer les manœuvres du patron du groupe. Lui ayant arraché le micro, une de nos camarades renverse le discours : le problème, dit-elle, ne se limite pas à une seule usine, il est commun à toutes : c'est celui de la défense du salaire, et il concerne aussi bien les ouvriers déjà frappés par la crise que ceux qui sont sur le point de subir le coup de massue du plan d'austérité : la grève de Montefibre doit devenir la grève générale des travailleurs et, avant tout, de ceux d'Olivetti !

L'atmosphère s'anime. Au retour des grévistes à l'usine Montefibre, nouvelle assemblée très nombreuse, nouvelle intervention de nos camarades, nouveau heurt violent avec les bonzes, en liaison également avec le mouvement revendicatif à la Standa. Le lendemain, notre groupe syndical informe les ouvriers d'Olivetti avec des panneaux,

et le 27 il lance un tract parmi leurs camarades de Montefibre en rappelant les offensives répétées du patronat contre les conditions de vie et de travail des ouvriers et en les appelant à s'organiser par-delà les limites d'usines et de catégories pour la défense du salaire, la défense de l'emploi et la réduction de la durée du travail à salaire égal.

Le 28, pour la grève régionale de 4 heures, les syndicats ont prévu d'avancer l'heure de la sortie et de déplacer la manifestation dans l'après-midi, dans le but évident de réduire au maximum la participation des travailleurs (ceux d'Olivetti seront effectivement absents). La manifestation partira cependant de la grille de Montefibre. Et c'est là que va se produire quelque chose qui n'était pas prévu par les syndicats. Tandis que les bonzes, inquiets de la présence de notre groupe syndical au complet, s'efforcent de perdre du temps, nos camarades poussent les éléments les plus combattifs à se mettre en marche non pour aller en procession au siège du syndicat et « sensibiliser l'opinion publique », mais pour rejoindre Olivetti et en chasser les jaunes. Ainsi, au premier croisement, le cortège se scinde en deux : d'un côté les bonzes syndicaux, le PC, le PDUP, et quelques ouvriers désorientés par ce qui se passe ; de l'autre côté, nous, les ouvriers de Montefibre, Lotta Continua, les étudiants et... une moitié d'Avanguardia Operaia.

Nos mots d'ordre sont repris par tous : grève générale ; salaire intégral pour Montefibre ; Olivetti-Montefibre, même combat ! Une fois arrivés devant Olivetti, manifestation à l'intérieur de l'usine et nettoyage intégral des jaunes, puis assemblée : nos camarades tirent la leçon des faits en mettant en relief la rupture, même physique, qui s'est produite entre les ouvriers combattifs d'une part, les syndicats et partis opportunistes de l'autre, et en soulignant qu'il s'agit de la manifestation tangible d'une rupture de classe. L'occupation de la gare, décidée à l'unanimité, dure environ une heure ; et là Lotta Continua consent enfin à se mouiller, dénonçant à notre suite le sabotage des confédérations syndicales et du Pci.

Cet épisode de la riposte ouvrière fut une démonstration de force prolétarienne qui, sans les habiles manœuvres des bonzes, aurait pu devenir imposante. Il a montré la possibilité d'une cristallisation spontanée de noyaux ouvriers combattifs autour de revendications de classe lancées par le parti, et d'un authentique front unique réalisé dans les faits sous la direction — non pas « négociée » mais réalisée par « sélection naturelle » — de la seule organisation politique qui soit restée ferme au cours de toutes ces années dans la défense des principes, des moyens et des méthodes de classe contre tous ceux qui les abandonnent et les trahissent. C'est à travers des épisodes comme celui-là — modestes dans l'immédiat, mais destinés à laisser une trace et qui devront se reproduire à une échelle plus vaste avec l'aggravation de la crise — que la lutte indépendante de classe reprendra son difficile mais glorieux chemin.

Devant la question des 40 h en Suisse

Le 5 décembre prochain, le « corps électoral » suisse se rend aux urnes pour accepter ou refuser une Initiative Constitutionnelle sur les 40 heures lancée par l'Organisation Progressiste Suisse (POCH) et le Parti Socialiste Autonome (PSA). Obligatoirement, l'Initiative doit se limiter à un seul objet, en l'occurrence les 40 heures : pas question de parler de non-réduction des salaires ni, bien entendu, de refuser les heures supplémentaires. Or, les 40 heures sans ces deux dernières conditions, ce n'est qu'une tromperie, comme en France — pour ne donner qu'un seul exemple — où les ouvriers sont obligés par le patronat de faire des heures supplémentaires selon les « besoins de la production », ou encore de les faire « volontairement » pour augmenter leurs maigres salaires.

Les directions syndicales (émanations du PS suisse) ont ouvertement combattu cette Initiative qui, d'après elles, « désorganiserait complètement l'économie nationale ». Par contre, l'USS propose à un mois du vote son Initiative pour les 40 heures, cette mesure devant être graduelle dans son application. Cela signifie que les 40 heures seraient effectives peut-être en 1982... sur le papier !

Les partis « ouvriers » bourgeois, tel que le PS et le Parti Suisse du Travail (stalinien) acceptent par démagogie de soutenir cette Initiative, en se gardant bien de la démystifier sur un terrain de classe. L'extrême gauche, LMR en tête, lui apporte son soutien, sous prétexte que c'est une occasion de mobiliser la classe ouvrière pour prolonger la lutte vers une autre « victoire » : celle de la non-réduction du salaire.

Pour combattre les effets négatifs de ce référendum sur le prolétariat, nos camarades ont dénoncé aussi bien les présupposés interclassistes qui sont à la base d'une telle méthode constitutionnelle générale — qui prétend régler les problèmes de la lutte des classes et de la satisfaction des besoins matériels des travailleurs — que ses reflets négatifs pour la solution du problème essentiel, celui de la constitution de la force prolétarienne capable de mener une défense conséquente des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. On peut

lire notamment sur un tract distribué par nos camarades :

« Lutter pour la réduction du temps de travail, c'est lutter pour un objectif permanent et primordial du mouvement syndical. Cette lutte fait partie des luttes à mener pour l'amélioration des conditions de travail. Mais celle-ci ne peut être obtenue et acquise qu'au cours d'une lutte permanente, non épisodique, et par un rapport de force déterminant. Un tel rapport de force se construit à travers le renforcement de l'unité concrétisée par la lutte collective contre le capitalisme avec nos propres armes de classe. Si la classe ouvrière est arrivée à se mobiliser pour l'abaissement des heures de travail légal hebdomadaire, elle est également prête à lutter contre les heures supplémentaires, les baisses de salaires, bref, contre toutes les « libertés » qui sont laissées au patronat pour contourner la loi. C'est en inscrivant dès aujourd'hui cette revendication dans les mouvements à la base, dans les luttes partielles, et dans les syndicats, que se construira la mobilisation générale pour cet objectif.

« Par contre, la méthode du bulletin de vote va à l'encontre de la construction d'un véritable front unique du prolétariat car, entretenant l'illusion de la décision individuelle, elle démobilise les travailleurs. En acceptant le « jeu » des institutions bourgeoises par le biais d'une Initiative Constitutionnelle, on renforce les illusions petites-bourgeoises des travailleurs sur la perfectibilité du capitalisme et le pouvoir du bulletin de vote [...].

« L'Initiative, contrairement à ce que pensent ceux qui la soutiennent, tend à diviser le prolétariat entre nationaux et immigrés (qui ne votent pas). [...] La défense des conditions d'existence du prolétariat passe par la réappropriation par ce dernier de ses armes de classe. Les 40 heures immédiatement, sans diminution de salaire, ne se réaliseront qu'en luttant contre les illusions sur les institutions bourgeoises et les défenseurs de l'ordre établi au sein du prolétariat.

« La tâche de reconstruction du front unique ouvrier exige la claire exposition des méthodes et des principes de la lutte de classe. »

Réunion générale du Parti (sept. 76) (2)

(premier compte rendu sommaire des thèmes traités)

• Le cours de l'impérialisme mondial

L'essentiel du rapport de cette année a été consacré à l'analyse de l'évolution de la crise économique mondiale, dont l'aspect théorique avait été évoqué dans le rapport précédent (1). Le rapporteur a tout d'abord commenté, chiffres à l'appui, les manifestations de la crise capitaliste, en

montrant comment elles confirmaient intégralement la théorie marxiste (et notamment la théorie des crises périodiques de surproduction avec la formation d'un véritable cycle de l'économie capitaliste), ainsi que les prévisions qui avaient pu être faites sur cette base.

plus-value, et en essayant d'accroître les profits que lui procure sa domination économique et financière sur le reste de la planète.

Les pays économiquement arriérés

Les pays arriérés, insuffisamment développés du point de vue capitaliste pour avoir un cycle économique propre, ont été dans leur ensemble entraînés dans la crise par l'intermédiaire des échanges sur le marché mondial : près des trois quarts de leurs exportations (73 % en 1975) sont en effet destinés aux pays capitalistes avancés. La consommation de matières premières de ceux-ci ayant diminué

par suite de la chute de la production industrielle, et les cours de la plupart des matières ayant baissé par contrecoup, les exportations des pays arriérés ont diminué globalement en valeur de 5 % en 1975. Il en est résulté pour la plupart de ces pays une stagnation de la production industrielle (croissance nulle au deuxième trimestre 1975) à laquelle n'ont fait exception que les pays ayant un marché intérieur suffisamment important en cours de développement. La crise des pays impérialistes occidentaux a également provoqué chez la plupart des pays arriérés (à l'exception des pays pétroliers) d'importants déficits des balances des paiements : en 1975, le déficit global de la balance courante des pays arriérés non pétroliers a été de 37 milliards de \$. La crise a donc encore aggravé la dépendance financière de ces pays par rapport aux pays impérialistes (leur dette extérieure à long terme cumulée atteignait 100 milliards de \$ à la fin 1975).

rythme suffisants que le début de reprise pourra se transformer en phase de forte croissance — qui mènera elle-même, inéluctablement, à une nouvelle crise cyclique.

Mais dans la logique du mode de production capitaliste, pour accumuler il faut des profits et des taux de profit suffisants ; et pour accroître des taux de profit que la crise a fait baisser alors qu'ils étaient déjà mal en point, il faut augmenter les taux de plus-value, c'est-à-dire l'exploitation de la classe ouvrière. Pour sortir de la crise le capital doit donc, non pas « augmenter la consommation populaire » comme le voudraient les sornettes réformistes, mais au contraire accentuer son offensive pour accroître la masse de ses profits au détriment de la masse des salaires, en « rationalisant » et en « dégraissant » les entreprises, et en faisant baisser les salaires réels.

C'est pourquoi au cours des deux premiers trimestres de 1976 le chômage a continué à augmenter en France, en Grande-Bretagne, au Japon, et dans nombre de pays capitalistes plus petits, malgré le redémarrage de la production, et n'a diminué que très faiblement aux Etats-Unis et en Allemagne. Même dans l'hypothèse d'une poursuite de la reprise, les experts bourgeois s'accordent à prévoir qu'il va rester à un niveau élevé dans tous les grands pays d'ici 1980. L'examen des chiffres montre en effet que les taux de croissance de la productivité du travail ont tendance à s'accroître sous l'aiguillon de la concurrence internationale de plus en plus violente, alors que les taux de croissance de la production industrielle ont tendance à se ralentir, ce qui ne peut conduire qu'à un accroissement du chômage.

Tout en cherchant à éviter que ce gonflement de l'armée de réserve ne provoque des explosions sociales, le capital compte ouvertement sur lui pour faire pression sur les salaires (c'est ce qui s'est déjà produit aux Etats-Unis) ; lorsque les mécanismes du marché et la coopération étroite du réformisme ouvrier ne jouent pas assez rapidement dans ce sens, il instaure centralement des plans d'austérité comme en Italie, en Espagne et en France — où, comme le reconnaissait ouvertement le dernier éditorial de *L'Expansion*, « le véritable objectif du plan Barre, ce n'est pas de freiner les prix, mais de modifier le partage entre les salaires et les profits ».

Dans le but de réduire les charges salariales du capital, des réformes des systèmes de Sécurité sociale sont également à l'étude ou en préparation non seulement en France mais aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Italie : ainsi, sous la pression de ses propres contradictions, le capitalisme est amené à remettre en question les avantages et les « garanties » qu'il avait pu, dans sa période faste, accorder à la classe ouvrière.

Quelle que soit donc l'allure de la reprise économique, les années à venir ne peuvent signifier pour la classe ouvrière que l'aggravation de ses conditions d'existence, le chômage et l'insécurité croissante, la baisse du niveau de vie, pour nourrir une accumulation de capital qui ne pourra inéluctablement mener, d'ici à 1980, qu'à une nouvelle crise.

(Le rapport détaillé sur le « Cours de l'impérialisme mondial » sera publié dans « Programme Communiste », n° 72.)

(1) Voir « Cours de l'impérialisme mondial », *Programme Communiste*, n° 67, juillet-septembre 1975.

(2) Voir le rapport précédent ainsi que « La « relance de la consommation populaire » ou l'élixir du docteur Marchais », *Programme communiste*, n° 68, octobre-décembre 1975.

La crise dans les pays capitalistes avancés

Apportant un démenti flagrant à tous les adversaires et à tous les « enrichisseurs » du marxisme, la crise productive a frappé le plus durement les pays capitalistes les plus avancés — c'est-à-dire précisément ceux qui se rapprochent le plus des conditions d'application des lois générales mises en évidence par Marx : au plus fort de la crise, vers le milieu de l'année 1975, la production industrielle de l'ensemble des pays de l'OCDE avait baissé de plus de 10 % en un an, et la chute de la production, simultanée dans tous les grands pays impérialistes occidentaux, avait atteint un taux annuel de 13 % aux Etats-Unis, 10 % en Grande-Bretagne, 16 % au Japon, 12 % en Allemagne, 14 % en France, 17 % en Italie. Sur l'ensemble de l'année 1975, le Produit National Brut de ces pays avait baissé dans des proportions variant de 2 à 4 % en termes réels (à l'exception du Japon — dont le PNB avait baissé en 1974). Par contrecoup, la hausse des prix, et notamment des prix de gros, a connu (à l'exception de la Grande-Bretagne) une décélération due à la baisse de la demande, et les prix des matières premières industrielles ont fortement diminué (— 52 % entre le maximum de mai 1974 et mai 1975). Cette décélération de l'inflation s'est cependant faite de manière très inégale selon les pays, ce qui a nourri les déséquilibres et « réajustements » monétaires incessants.

Parallèlement, le commerce mondial a régressé de 5 à 6 % en volume. Les exportations des pays capitalistes développés entre eux, qui représentent à elle seules près de la moitié des exportations mondiales, ont augmenté de 1 % en valeur, ce qui correspond à une diminution de l'ordre de 10 % en volume. Les pays développés ont tenté de combler cette contraction de leurs échanges réciproques par un accroissement de leurs exportations vers les pays producteurs de pétrole (+ 18 milliards de dollars) dont le pouvoir d'achat a considérablement augmenté en quelques années, ainsi que vers les pays du Comecon et la Chine (+ 7 milliards de dollars) ; mais malgré leur ouverture rapide, ces derniers n'ont encore absorbé en 1975 que 9 % des exportations occidentales. En définitive, cette diversification n'a pu empêcher une chute globale des exportations des pays avancés de l'ordre de 5 % en volume. En revanche, comme la crise a aussi provoqué la diminution des importations des grands pays impérialistes (— 7 à 8 % en volume), leurs balances commerciales et leurs balances des paiements courants se sont dans l'ensemble améliorées par rapport à 1974 (ce qui n'empêche pas certaines d'entre elles, comme celle de la Grande-Bretagne, de rester fortement déficitaires), au détriment de celles des pays arriérés.

Face à la crise, le capital a réagi de la seule manière possible pour lui, en licenciant massivement et en s'attaquant — à des degrés divers et avec des réussites inégales — au niveau des salaires réels. Au plus fort de la crise, le nombre officiel de chômeurs (auquel il faut ajouter les chômeurs retenus par les statistiques officielles, les prolétaires immigrés ren-

voyés, etc., et qui ne prend pas non plus en compte le chômage partiel) était de 8,3 millions aux Etats-Unis (où il avait augmenté de 65 % par rapport au dernier trimestre 1973, c'est-à-dire par rapport à la période d'avant la crise), 1,2 million en Grande-Bretagne (+ 133 %) et au Japon (+ 66 %), 1,3 million en Allemagne (+ 213 %), plus de 1 million en France (+ 125 %). Bien que la baisse des salaires réels soit difficile à mettre en évidence avec des chiffres en raison du truquage des statistiques bourgeoises, elle est déjà un fait officiellement reconnu dans deux pays au moins : aux Etats-Unis, le revenu officiel disponible d'un travailleur avec trois personnes à charge était en juillet 1976 inférieur de plus de 6 % à son niveau de 1972 (et sans des dégrèvements d'impôt « anti-crise » institués en 1975 il aurait baissé de plus de 10 %) ; en Grande-Bretagne, après le plan de blocage des salaires instauré en août 1975 par le gouvernement travailliste avec la coopération des Trade Unions, le salaire moyen réel avait officiellement baissé de 4 % entre le premier trimestre 1975 et le premier trimestre 1976. En Allemagne et au Japon, où s'il faut en croire les chiffres officiels les salaires réels augmenteraient encore très légèrement, le patronat et le gouvernement se félicitent néanmoins ouvertement de la « compréhension » et de l'« esprit responsable » des confédérations syndicales dans les négociations salariales de 1975 et du début 1976. En France et en Italie, les « plans de stabilisation » (c'est-à-dire de baisse des salaires) sont en cours d'application et devraient bientôt donner des résultats.

Cette véritable paupérisation de la classe ouvrière a été obtenue grâce à la complicité plus ou moins active du réformisme ouvrier, qui a partout assuré les arrières du capital face à la crise en lui garantissant la paix sociale, et qui dans les pays où il est au pouvoir (ou dans l'ombre du pouvoir, comme en Italie), a collaboré et collabore activement à faire peser le poids de la crise sur les salariés. Grâce aux licenciements massifs et à la compression des salaires, le capital a pu éviter l'effondrement de ses profits : ainsi aux Etats-Unis, les profits des sociétés n'ont diminué que de 14,5 % en 1974, et ils ont augmenté de 8 % en 1975 (ce qui les met au niveau de 1972) ; au Japon, ils ont diminué de 37 % en 1975, retrouvant également le niveau de 1972 ; en Grande-Bretagne et en Allemagne, c'est-à-dire dans les deux pays où... le chômage a le plus augmenté et où les partis sociaux-démocrates sont au pouvoir, les profits du capital ont même légèrement augmenté en 1975 malgré la crise (respectivement : + 3,3 % et + 3,8 %). Mais si la masse des profits ne s'est pas effondrée, les taux de profit, dont la baisse se faisait déjà nettement sentir depuis quelques années dans tous les pays, ont été affectés par la crise, et le capital doit, pour sortir de la crise, chercher à les reconstituer de la seule manière possible pour lui, c'est-à-dire en continuant son offensive contre la classe ouvrière des métropoles impérialistes pour accroître ses taux de

Le Comecon et la Chine

Enfin les pays du Comecon et la Chine n'ont pas été directement entraînés dans la crise mondiale parce que, comme cela a été expliqué dans le rapport précédent, ils n'ont pas encore de cycle économique propre en raison du retard de leur développement capitaliste par rapport aux pays impérialistes occidentaux, et qu'ils ne sont encore que faiblement intégrés dans le marché mondial. Ainsi en 1975 ils n'envoyaient vers les pays capitalistes avancés qu'un peu plus du quart de leurs exportations (28 %), qui ne représentent elles-mêmes dans la plupart des cas qu'une part encore faible de leur production (5 à 6 % environ du « produit matériel net » pour la Russie, 11 % pour la Tchécoslovaquie, contre par exemple 8 % du PNB — notion plus large — pour les USA, dont le marché intérieur est pourtant bien plus vaste que le marché russe, 20 % pour la France, 28 % pour l'Allemagne). La stagnation de leurs exportations vers les pays

capitalistes avancés en 1975 en raison de la crise à l'Ouest n'a donc globalement eu qu'une faible incidence sur leur machine productive ; elle a d'ailleurs été dans l'ensemble compensée par l'accroissement des échanges intra-Comecon.

En revanche, la crise a eu sur les balances des paiements des pays du Comecon des effets du même type que pour les pays arriérés : leur déficit commercial envers les pays industriels occidentaux a été en 1975 de 7,5 milliards de \$, et leur dette extérieure cumulée atteignait à la fin de la même année 30 milliards de \$, à la grande inquiétude des banquiers occidentaux qui voient là un motif de préoccupation autrement sérieux que le faux « socialisme » de Moscou. Par contrecoup, les achats de biens d'équipement avancés à l'Occident, payables en devises fortes, risquent de se ralentir, surtout pour la Russie qui a dû de surcroît financer des achats massifs de céréales.

Le rapporteur a conclu cette partie de son exposé en rappelant que si la crise a été fortement subie par l'impérialisme mondial, qui l'a répercutée sur le prolétariat des pays avancés ainsi que sur les zones arriérées, force est de constater que les barrières et les « amortisseurs » qu'il a érigés ont jusqu'ici empêché la régression de la production et des échanges de se transformer en catastrophe monétaire, en krach bancaire ou boursier généralisé (les quelques krachs bancaires de 1974-75 ayant été résorbés) ou en effondrement des pyramides de cré-

dit — en un mot en paralysie générale du mode de production capitaliste. Mais ces barrières ne résisteront pas indéfiniment à la pression toujours plus violente des contradictions du capitalisme, car celui-ci ne se relève d'une crise que pour exacerber encore davantage ses contradictions et ses déséquilibres, la concurrence et les antagonismes interimpérialistes, ainsi que la pression exercée sur la classe ouvrière, en préparant à chaque fois les conditions de nouvelles crises encore plus vastes et plus profondes.

La reprise économique

A partir du dernier trimestre de 1975 et surtout au premier trimestre 1976, un mouvement simultané de reprise rapide de la production industrielle s'est dessiné dans tous les pays capitalistes occidentaux (croissance au rythme de 5,5 % par an au premier trimestre 1976 pour l'ensemble des pays de l'OCDE, avec des taux atteignant en mai 1976 12,5 % aux Etats-Unis, 13,5 % au Japon, 10 % en Allemagne, 12 % en France) ; ce mouvement de reprise cyclique correspondant aux prévisions de la théorie marxiste s'est accompagné, comme c'était inévitable, d'une remontée des prix de gros et des cours des matières premières industrielles. Les exportations des grands pays impérialistes ont recommencé à croître rapidement (tout particulièrement celles du Japon, à la grande inquiétude de ses concurrents américain et euro-

piens). Les profits des entreprises ont également repris aux 1^{er} et 2^e trimestres 1976 un mouvement ascendant, et le chômage a même très légèrement diminué aux Etats-Unis et en Allemagne. Mais ce redémarrage incontestable, qui s'est engagé à un rythme plus rapide que prévu, a commencé à se ralentir dans les grands pays à partir du milieu de l'année 1976, douchant l'optimisme tout neuf des experts bourgeois. En effet, comme le montre la théorie marxiste, seul le mouvement de l'investissement peut véritablement faire repartir l'ensemble de la production capitaliste, dans laquelle le secteur 1, fabriquant les biens de production, joue un rôle déterminant (2) ; or ce mouvement a jusqu'ici été très faible, et ce fait explique le « plafonnement » rapide de la reprise. Ce n'est qu'à condition que l'accumulation de capital atteigne un niveau et un

La réforme syndicale en Espagne

(suite de la page 2)

Et c'est justement cette autonomie fonctionnelle qui lui permet d'intégrer organiquement à l'Etat, à travers les mille et un canaux de la participation, de la concertation, de la négociation, les organisations syndicales, et par là de subordonner le mouvement ouvrier aux impératifs de l'économie nationale.

D'autre part, il faut que les syndicats aient un crédit de confiance auprès des ouvriers, que ceux-ci les sentent comme quelque chose leur appartenant. C'est bien pour cela que l'opportunisme et la démocratie bourgeoise « clairvoyante » insistent tellement pour que la nouvelle organisation syndicale ne soit pas « imposée d'en haut » mais résulte du « libre choix » des travailleurs. Un « libre choix » ... décidé d'avance, il va sans dire, par la bourgeoisie et les « représentants des travailleurs », euphémisme censé désigner l'opportunisme politique et syndical.

Or, la continuité de l'OS, même avec une façade ravalée au plâtre d'une réforme démocratisante et rajeunie par l'intégration de facto ou de jure des syndicats illégaux, enlèverait à l'opportunisme la liberté de manœuvre dont il a besoin, comme elle suffirait dans le même temps, à susciter la méfiance des travailleurs.

Le nouveau cabinet présidé par Suarez montre qu'une partie importante de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat a compris cela, puisque la réforme programmée par le nouveau ministre des Relations Syndicales prévoyait la reconnaissance des syndicats et la disparition de l'Organisation Syndicale. Le fait que le décret-loi instituant cette réforme ait été renvoyé sine die alors qu'il allait être approuvé par le Conseil des Ministres n'enlève rien à cela, quoi qu'en disent les plumitifs de la démocratie qui pleurent déjà, comme Cambio 16, sur « la fin de la réforme ». Les raisons de ces lamentations sont d'ailleurs parfaitement significatives de ce que la bourgeoisie espagnole la plus démocratique attend de la légalisation des syndicats : « Il n'y a pas de doute que la légalisation des centrales ouvrières avant l'automne [époque du renouvellement des contrats collectifs, qui devrait être particulièrement « chaude » cette année] aurait pu signifier indirectement un facteur de stabilisation dans la mesure où forcément elles auraient été obligées à prendre une série de responsabilités dues à leur condition publique et légale, et aussi à cause de la présence d'interlocuteurs reconnus au moment de discuter des conventions et de décider des conflits [...]. Par contre, la continuation dans l'illégalité des syndicats de classe aura comme conséquence le maintien théorique en tant que partie négociatrice des conventions des structures de l'OS qui ne tiennent plus debout même avec des béquilles [ces béquilles, ne sont-elles pas d'ailleurs ces mêmes « syndicats de classe » ? ndr] et qui seront continuellement débordées par la protestation des travailleurs, ce qui se répercutera à son tour dans le désarroi des entrepreneurs » (Cambio 16, 11-10-76). Voilà qui est parler clair !

Les prolétaires espagnols ne doivent nourrir aucune sorte d'illusions sur la légalisation des syndicats : elle est certes un résultat de la poussée ouvrière qui se manifeste depuis des années. Mais, dans la forme où elles projettent cette légalisation, la bourgeoisie et ses valets veulent la doubler d'un appareil bureaucratique aux ordres qui a pour but non de prendre appui sur cette poussée ouvrière pour en faire un levier de la lutte indépendante de classe mais de canaliser et de contrôler cette lutte pour la faire coexister avec l'Etat bourgeois sous l'égide de la démocratie.

Cependant cette légalisation représente un risque pour la bourgeoisie ; ou plutôt la poussée ouvrière représente un danger de conflit ouvert à terme que la légalisation du syndicat permet à la bourgeoisie d'envisager de contrôler avec le minimum de risques. Ce sont évidemment ces risques pour la bourgeoisie — et non la légalisation — qui sont l'atout de la classe ouvrière.

*

Les années d'illégalité n'ont en effet pas favorisé une implantation assez profonde des centrales syndicales et n'ont pas permis que l'opportunisme puisse encadrer fermement leurs adhérents (ceci est vrai surtout pour les C.O.). Or cette implantation et cet encadrement sont deux conditions indispensables pour que les syndicats puissent être ce « facteur de stabilisation » recherché par la réforme démocratique. Il est donc fort possible que, tant que l'opportunisme ne réalise pas ces deux conditions, les syndicats légalisés soient animés au moins dans certaines de leurs organisations de base par une véritable vie de classe, même si dans le haut de sa hiérarchie il doit naître franchement contre-révolutionnaire. Et il est même certain que dans cette période seront « souvent débordés », comme le craignent tant les apôtres de la démocratie. C'est ce qui vient de se produire lors des récentes grèves de Biscaye, où les grévistes — qui avaient d'ailleurs constitué un comité de coordination des entreprises en grève parallèle à la C.O.S. (Coordination des Organisations Syndicales, récemment constituée et regroupant les C.O., l'USO et l'UGT) — ont voté pour la continuation de la lutte jusqu'à ce que les grévistes emprisonnés soient libérés, alors que 24 heures avant la C.O.S. avait appelé à la reprise du travail.

Remarquons en passant que, consciente de ce « danger », la direction stalinienne des C.O. s'efforce de les pourvoir d'une structure centralisée et de définir des normes d'adhésion, de façon à en finir avec la fluidité organisationnelle des commissions qui empêche tout contrôle central efficace. C'est là le sens de la campagne lancée depuis quelques mois avec un grand éclat démagogique sur l'affiliation formelle aux C.O. et leur transformation en « syndicat de type nouveau » aux structures bien définies.

Pour qu'il puisse profiter de cette liberté de mouvement relative dans la période de mise en place des nouvelles structures syndicales, et même pour qu'il puisse conserver cette liberté et l'élargir encore, le prolétariat espagnol doit se tenir à l'abri de tout virus légalitaire que les forces conjuguées de la démocratie bourgeoise et de l'opportunisme s'efforcent de lui inculquer. En particulier il ne doit pas attendre d'une quelconque loi ou réforme la création de son syndicat de classe : celui-ci ne peut naître que d'une lutte âpre et opiniâtre, comme la cristallisation organisationnelle d'un solide front de classe anticapitaliste, c'est-à-dire antidémocratique et anti-opportunisme.

La lutte pour forger ce front de classe doit être conduite en dehors de tout cadre légalitaire, sur des bases nettement classistes — donc méfiantes de toute « normalisation démocratique » et mettant en avant non pas l'« intérêt national » mais les besoins vitaux, immédiats et futurs, de la classe ouvrière et de sa lutte. De même qu'il ne peut pas être étroitement compris comme le front au sommet entre les syndicats existants, comme la COS, de même sa constitution exige la lutte contre les directions opportunistes.

Remettre la défense des conditions de vie et de lutte du prolétariat aux mains des directions syndicales actuelles signifierait briser toute possibilité d'action autonome du prolétariat et permettre que l'opportunisme l'attache à l'esclavage capitaliste avec les chaînes dorées de la démocratie.

En Rhodésie

(suite de la page 3)

continuer à faire appel à la Grande-Bretagne en tant qu'ancienne puissance de tutelle pour qu'elle impose aux « rebelles » blancs de Rhodésie la reconnaissance de la règle de la majorité. Certains d'entre eux avaient même pensé que le déclenchement de la guérilla allait fournir à la Grande-Bretagne un prétexte pour intervenir militairement en faveur des noirs...

En réalité la Grande-Bretagne sait qu'on peut bien à la limite sacrifier les intérêts agraires des colons blancs si l'on veut conserver la mainmise sur les industries minières et les rares industries manufacturières ; elle sait trop bien que le capital financier peut bien non seulement dominer par son seul poids économique mais aussi se payer le luxe d'acheter la démocratie, surtout celle qu'il a en vue et qui prive les masses exploitées de la puissance des armes — et l'exemple de la Zambie est là pour le démontrer. Mais son plus cher désir a toujours été de passer la main. C'est pourquoi elle a laissé faire l'Afrique du Sud pour régler ces délicats problèmes, et aujourd'hui l'Amérique, pour le « bien commun ».

C'est ainsi que devant la pression exercée sur eux par l'impérialisme, les blancs de Rhodésie semblaient avoir accepté ce qu'ils ont toujours refusé jusqu'à présent, c'est-à-dire que joue pour les noirs et dans un délai rapproché la règle de la majorité même la plus formelle et la plus hypocrite possible. En effet, selon le plan Kissinger-Vorster les noirs devaient obtenir la majorité dans un délai de 2 ans. Mais, entre temps serait constitué un gouvernement intérimaire composé à égalité de noirs et de blancs mais dans lequel, selon Smith, les blancs conserveraient la Défense et l'Intérieur (c'est-à-dire l'armée et la police...) et qui serait chapeauté par un Conseil dirigé par un blanc. Tout montre que les colons blancs ne sont pas prêts à abandonner la partie, en dépit de l'annonce de la création d'un fonds d'indemnisation de 1,5 à 2 milliards de dollars qui devrait les inciter à quitter le pays et en dépit aussi des problèmes que connaît la Rhodésie (questions de sécurité, départs de blancs en nombre croissant, ralentissement des affaires, baisse des investissements, congestion des transports due à la fermeture des frontières par la Zambie et le Mozambique, etc.).

Les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne — mais aussi la France et l'Allemagne — souhaitent donc que s'installe au plus vite en Rhodésie un gouvernement noir modéré afin de couper l'herbe sous les pieds à d'éventuels mouvements plus radicaux, d'éviter que se reproduise ne serait-ce qu'une situation angolaise et de préserver de la contagion l'Afrique du Sud.

De leur côté les pays de « ligne de front » (Bostwana, Zambie, Angola, Mozambique, Tanzanie) souhaitent eux aussi que la « question rhodésienne » soit réglée au plus tôt et au profit des modérés de l'ANC (African National Council), de la ZAPU (Zimbabwe African People's Union) et de la ZANU (Zimbabwe African National Union) dont les dirigeants, à des détails près, et en dépit des poses « intransigeantes » qu'ils affectent de prendre à Genève — et qui sont pour une part le résultat de la pression des guérilleros — ont fait tout ce qu'ils ont pu pendant des années et des années pour régler la « question rhodésienne » à l'amiable.

Tous les Etats de « ligne de front » convergent sur cette position tant pour des raisons économiques (ils ont tous des liens de dépendance économique avec l'Afrique du Sud) que pour des raisons de stabilité interne, même chez les plus « progressistes » d'entre eux, les « Etats militants » : l'Angola et le Mozambique, soutenues en cela par l'URSS désireuse d'éteindre au plus tôt les étincelles qu'elle a dû, malgré elle et pour des intérêts impérialistes, laisser jaillir dans cette zone.

De proche en proche, c'est ainsi toute l'Afrique australe, du Zaïre au Cap de Bonne-Espérance (c'est-à-dire cette « tierce Afrique » dont parlent les Sud-Africains, par opposition à l'Afrique arabe et à l'Afrique centrale) qui est concernée. Mais ce sont aussi tous les grands impérialismes auxquels une « solution raisonnable » là-bas donnerait plus de force tandis que le déchaînement d'une lutte radicale dans toute la région leur porterait des coups, pour le plus grand bien de la lutte d'émancipation en Afrique et de la lutte prolétarienne ici. Cette deuxième issue, qui est pour nous la plus favorable, est celle à laquelle la seule manière de contribuer ici est de briser l'étouffante paix sociale qui y règne.

Une précision sur le « peuple en général »

Dans l'article sur le PCR (m.l.) paru dans LE PROLETAIRE n° 230, il fallait lire, en page 2, 3^e colonne : « Parce qu'il est la seule classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat doit donc exercer sa dictature sur toutes les autres classes, y compris sur ses « alliés ». C'est même seulement de cette façon qu'il parvient à les conquérir à lui, à la fois par la terreur et en prenant des mesures susceptibles de satisfaire par des moyens révolutionnaires leurs besoins matériels les plus pressants, au prix de l'expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, c'est-à-dire des mesures susceptibles de faire justement ce que cette espèce de démocratie pluriclassiste imaginée par les maoïstes ne pourrait jamais faire ». C'est par erreur, en effet, que la phrase mentionnée parlait de satisfaire « certaines de leurs revendications économiques et politiques ».

En effet, comme le démontre par ailleurs avec clarté l'article cité, les revendications économiques et politiques propres à la petite bourgeoisie, en tant que classe de petits producteurs, ne sont pas révolutionnaires mais conservatrices, réactionnaires, car elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'Histoire.

Sur le plan économique, le prolétariat révolutionnaire n'a pas à défendre la petite exploitation en déclin face à la grande entreprise, mais seulement la personne du petit bourgeois écrasé par le grand capital, et cela par la satisfaction de ses besoins matériels. Sur le plan politique, la petite bourgeoisie trouve ses représentants chez les démocrates, ces champions du « peuple » qui « s'imaginent être au-dessus des antagonismes de classe » parce que « leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie » et qui « sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois » (Marx, *Le 18-Bru-maire de Louis Bonaparte*). Si certaines de ces couches sociales se rallieront à la révolution prolétarienne, ce n'est pas parce que celle-ci donnera satisfaction à leurs revendications utopiques et réactionnaires, mais bien parce que la dure expérience de la petite bourgeoisie hésitante dans la longue et âpre guerre civile qui suivra, les amèneront à conclure que la dictature du prolétariat est préférable à celle de la bourgeoisie.

C'est dans ce double sens que *Le Manifeste* dit que « si les classes moyennes deviennent révolutionnaires, c'est qu'elles sont sur le point de passer au prolétariat ; elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels. Elles abandonnent leur point de vue propre pour adopter celui du prolétariat ».

Voilà une vérité que les démocrates, et avec eux les maoïstes, ne pourront jamais comprendre.

Brefs économiques

● Selon les statistiques officielles du Ministère du travail, le nombre des « travailleurs manuels » s'élève à 12.500.000 personnes dont 10.000.000 de salariés. Sur ce dernier chiffre, 6.500.000 sont ouvriers d'industrie qui se répartissent ainsi : 900.000 manœuvres qui gagnent en moyenne 1.500 F net mensuels, 2.800.000 OS qui gagnent en moyenne 1.667 F et 2.800.000 OP qui gagnent en moyenne 2.083 F. Un paradis, en somme !

● Selon les calculs de la CGT, publiés le 21 octobre effectués avec la méthode du BIT, le nombre de chômeurs s'élève en France à 1.319.628. Plus de la moitié ne perçoivent rien. Sur les 578.887 qui touchent quelque chose, 108.346 perçoivent l'allocation supplémentaire d'attente (les 90 % pour licenciement économique).

La statistique officielle d'octobre vient de paraître : le nombre de chômeurs 1976 s'élève à 1.025.300 soit une légère augmentation par rapport à octobre 1975. Détail curieux au même moment, Bergeron remarque que les bénéficiaires de l'ASSEDIC sont en diminution par rapport au mois précédent. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que l'on chôme plus, mais aussi plus longtemps, ce qui fait que davantage de chômeurs « épuisent leurs droits » aux allocations.

● En Angleterre, où les syndicats ont passé avec le gouvernement un accord de blocage des salaires à 4,5 % d'augmentation annuelle, les prix ont augmenté en un an de 14,7 %. Le taux d'inflation des trois derniers mois atteint 19,3 % et pour le simple mois d'octobre, les denrées alimentaires ont augmenté à eux seuls de 3,8 %. La social-démocratie fait bien les choses...

permanences du parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le dimanche 12 décembre de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L.-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence, les mercredis, tous les quinze jours, soit les 24 novembre et 8 décembre, de 14 à 16 h, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 21 novembre et 5 décembre, de 10 à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 4 décembre, et en général le 1^{er} samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) le samedi, de 18 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 20 novembre, et 5 et 19 décembre, ainsi qu'en général tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

Correspondance pour la Suisse

B.P. 85 Montcholsy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926